

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 92 (1974)
Heft: 9

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce

Foglio ufficiale svizzero di commercio

No 9 - 93

Bern, Samstag 12. Januar 1974
Berne, samedi 12 janvier 1974

Erscheint täglich,
ausgenommen an Sonn- und Feiertagen
Parait tous les jours,
les dimanches et jours de fêtes exceptés

92. Jahrgang
92^e année

Redaktion: Effingerstr. 3, 3011 Bern ☎ (031) 61 20 00 - Preise: Kalenderjahr Fr. 35.-, halbjährlich Fr. 21.-, Ausland Fr. 45.- jährlich - Inserate: Publicitas ☎ (031) 65 11 11, pro mm 35 Rp., Ausland 40 Rp.
Rédaction: Effingerstr. 3, 3011 Berne ☎ (031) 61 20 00 - Prix: Année civile 35 fr., un semestre 21 fr., étranger 45 fr. par an - Insertions: Publicitas ☎ (031) 65 11 11, le mm 35 cts, étranger 40 cts

No 9 - 12. 1. 1974

Inhalt - Sommaire - Sommario

Amtlicher Teil - Partie officielle - Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge. - Faillites et concordats. - Fallimenti e concordati.

Handelsregister (Stiftungen). - Registre du commerce (fondations). - Registro di commercio (fondazioni).
SI Orona SA en liquidation, Fribourg (Rectification).
Rechnungsruf und öffentliches Inventar.
Auflegung des öffentlichen Inventars.
Fabrik- und Handelsmarken. - Marques de fabrique et de commerce. - Marchi di fabbrica e di commercio 267662 - 267707.

Mitteilungen - Communications - Comunicazioni

Ordonnance concernant l'arrêté sur le statut du lait, la loi sur la commercialisation du fromage et l'arrêté sur l'économie laitière 1971.

Postüberweisungsdienst mit dem Ausland. - Service international des virements postaux.

Amtlicher Teil - Partie officielle - Parte ufficiale

Konkurse - Faillites - Fallimenti

Die Konkurse und Nachlassverträge werden am Mittwoch und am Samstag veröffentlicht. Die Aufträge müssen bis spätestens Dienstag 17 Uhr bzw. Donnerstag 17 Uhr, beim Schweizerischen Handelsamtsblatt, Effingerstr. 3, 3011 Bern, einreichen.

Les faillites et les concordats sont publiés chaque mercredi et samedi. Les ordres doivent parvenir à la Feuille officielle suisse du commerce, Effingerstr. 3, 3011 Berne, le mardi et le jeudi jusqu'à 17 heures au plus tard.

Konkurrenzeröffnungen - Ouvertures de faillites

(SchKG 231, 232; VZG vom 23. April 1920, Art. 29 und 123)
(LP 231, 232; Ord. du Trib. féd. du 23 avril 1920, art. 29 et 123)

Die Gläubiger der Gemeinschuldner und alle Personen, die auf in Händen eines Gemeinschuldners befindliche Vermögensstücke Anspruch machen, werden aufgefordert, binnen der Eingabefrist ihre Forderungen oder Ansprüche unter Einlegung der Beweismittel (Schuldscheine, Buchauszüge usw.) in Original oder amtlich beglaubigter Abschrift dem betreffenden Konkursamt einzugeben. Mit der Eröffnung des Konkurses hört gegenüber dem Gemeinschuldner der Zinsenlauf für alle Forderungen, mit Ausnahme der pfandversicherten, auf (SchKG 209).

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (LP 209).

Die Inhaber von Dienstbarkeiten, welche unter dem früheren kantonalen Recht ohne Eintragung in die öffentlichen Bücher entstanden und noch nicht eingetragen sind, werden aufgefordert, diese Rechte unter Einlegung allfälliger Beweismittel in Original oder amtlich beglaubigter Abschrift binnen 20 Tagen beim Konkursamt einzugeben. Die nicht angemeldeten Dienstbarkeiten können gegenüber einem gutgläubigen Erwerber des belasteten Grundstücks nicht mehr geltend gemacht werden, soweit es sich nicht um Rechte handelt, die auch nach dem Zivilgesetzbuch ohne Eintragung in das Grundbuch dinglich wirksam sind.

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi, ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Kt. Zürich

Gemeinschuldnerin: Wyler Alfred AG, Handel und Vertrieb von Kaugummi und ähnlichen Artikeln, Töpferstrasse 28, Zürich 3.
Datum der Konkurseröffnung: 11. Dezember 1973.
Summarisches Verfahren gemäss Art. 231 SchKG.
Eingabefrist: bis 1. Februar 1974.

8000 Zürich, den 9. Januar 1974 Konkursamt Wiedikon-Zürich: Spitznagel, Notar

Ct. de Berne

Failli: «Promotal», Ferdinand Trachsel, 1911, originaire de Noflen, domicilié à Fahy.
Date de l'ouverture de la faillite: 17 décembre 1973.
Première assemblée des créanciers: lundi 21 janvier 1974, dès 10 h. 30, dans la salle des conférences de l'Office des faillites, Porrentruy (Château, rez-de-chaussée).
Délai pour les productions: 12 février 1974.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

2900 Porrentruy, le 8 janvier 1974 Office des faillites: R. Domont

Ct. de Fribourg

Faillie: Editions Imte SA, participation et gérance de titres d'autres entreprises, chemin Ritter 74, à Fribourg.
Date de l'ouverture de la faillite: 22 novembre 1973.
Liquidation sommaire (loi féd. art. 231).
Délai pour les productions: 4 février 1974.

1700 Fribourg, le 8 janvier 1974 Office cantonal des faillites, Fribourg
Le préposé: D. Schouwey

Ct. de Fribourg

Failli: Huguet Denis, de Morens, boucherie, Bd. de Pérolles 75, à Fribourg.
Date de l'ouverture de la faillite: 5 janvier 1974.
Première assemblée des créanciers: vendredi 18 janvier 1974, à 17 h. du jour, à la salle du Tribunal de la Sarine, rue des Chanoines, à Fribourg.
Délai pour les productions: 12 février 1974.

1700 Fribourg, le 9 janvier 1974 Office cantonal des faillites, Fribourg

Ct. de Fribourg

Failli: Tinguely Francis, 1944, de La Roche, chauffeur, Villars-Vert 23, à Villars-sur-Glâne.
Date de l'ouverture de la faillite: 9 janvier 1974.
Liquidation sommaire (loi féd. art. 231).
Délai pour les productions: 5 février 1974.

1700 Fribourg, le 9 janvier 1974 Office cantonal des faillites, Fribourg

Ct. du Valais

Failli: Kohler Pierre, de Heinz, café-restaurant la Clarté, à Sion (préc. à Gryon La Barboleuz, hôtel «La Crémallière»).
Propriétaire de l'immeuble suivant sur la commune de Gryon:
Part de copropriété soit 1/2, parcelle 943 feuille 21 Combattion, hôtel-restaurant «La Crémallière».
Date du prononcé: 7 janvier 1974.
Liquidation sommaire: art. 231 LP.
Délai pour les productions: 30 jours dès la présente publication.
Délai pour l'indication des servitudes: 20 jours dès la présente publication.

Les créanciers intervenus dans le sursis concordataire, sont dispensés de produire à nouveau, sauf modification.

1950 Sion, le 8 janvier 1974 Office des faillites de Sion: R. Girard, préposé

Ct. de Neuchâtel

Faillie: SI Route des Gorges SA, par son curateur M. Pierre Desaulles, Fausses-Brayes 19, à Neuchâtel.
Propriétaire de l'immeuble Art. 3552 du cadastre de Neuchâtel.
Date d'ouverture de la faillite: 8 novembre 1973.
Délai pour les productions: 5 février 1974.
Délai pour les servitudes: 25 janvier 1974.

Première assemblée des créanciers: vendredi 11 janvier 1974, à 14 h. 30, à l'Hôtel-de-Ville de Neuchâtel, salle du Conseil général (1^{er} étage).

2001 Neuchâtel, le 5 janvier 1974 Office des faillites, Neuchâtel

Suspension de la liquidation

(LP 230)

Ct. de Fribourg

Succession répudiée: Brunisholz Henri, 1930, en son vivant et à d'Essert. Cette succession ayant été répudiée, l'office cantonal des faillites a été chargé de sa liquidation.

Par jugement du 3 janvier 1974, le président du Tribunal de la Gruyère, à Bulle, a suspendu cette liquidation pour défaut d'actif.

Si aucun créancier ne demande dans un délai expirant le 25 janvier 1974 la continuation de la liquidation en faisant une avance de frais par fr. 1000.-, la faillite sera clôturée.

1700 Fribourg, le 8 janvier 1974 Office cantonal des faillites, Fribourg

(54^e) Kollokationsplan - Etat de collocation

(SchKG 249-251) - (LP 249-251)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgericht angefochten wird.

L'état de collocation, original ou rectifié, passe en force, s'il n'est attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Kt. Zürich

(40)

Kollokationsplan, Inventar und Abtretung von Rechtsansprüchen

Im Konkurs über die Firma Business Service & Selfdrive AG, Birmensdorferstrasse 155, 8003 Zürich, liegen der Kollokationsplan und das Inventar den beteiligten Gläubigern beim unterzeichneten Konkursamt zur Einsicht auf.

Klagen auf Anfechtung des Kollokationsplanes sind innert 10 Tagen, seit Bekanntgabe der Auflegung im Schweizerischen Handelsamtsblatt vom 12. Januar 1974 an gerechnet, beim Einzelrichter im beschleunigten Verfahren des Bezirksgerichtes Zürich anzuheben. Noch nicht rechtskräftige Forderungen aus öffentlichem Recht, zu deren Beurteilung im Bestreitungsfall besondere Instanzen zuständig sind, können nur noch nach den zutreffenden besonderen Verfahrensvorschriften angefochten werden. Soweit keine Anfechtung erfolgt, wird der Plan rechtskräftig.

Innert der gleichen Frist sind beim Konkursamt Wiedikon-Zürich Begehren um Abtretung der Rechte im Sinne von Art. 260 SchKG zur Bestreitung

a) der von der Konkursverwaltung anerkannten Eigentumsansprüche;
b) der noch nicht rechtskräftigen Forderungen aus öffentlichem Recht, auf deren Anfechtung die Konkursverwaltung verzichtet, schriftlich einzureichen.

8000 Zürich, den 8. Januar 1974 Konkursamt Wiedikon-Zürich
H. Mäusli, Notar-Stellvertreter

Ct. de Fribourg

(56)

Failli: Aebischer Peter, 1936, de St.-Ours, transports, Impasse St-Sébastien, à Marly.
Délai pour ouvrir action en opposition: 10 jours dès la publication auprès du président du Tribunal de la Sarine, à Fribourg.

1700 Fribourg, le 8 janvier 1974 Office cantonal des faillites, Fribourg

Ct. de Fribourg

(38)

Failli: Hurni Alfred, 1936, Grubenweg 4, à Morat, auparavant tenancier de l'hôtel de «L'Aigle», à Morat, et du restaurant «Le Squale», à Genève.
Délai pour ouvrir action en opposition: 10 jours dès la publication auprès du président du Tribunal du Lac, à Morat.

1700 Fribourg, le 8 janvier 1974 Office cantonal des faillites, Fribourg

Kt. Solothurn

(35)

Im Konkurs über Cesar Watch AG (früher César von Burg AG), Herstellung und Verkauf von Uhren sowie Hartmetallwerkzeugen (Durmet), mit Sitz in Grenchen, Rainstrasse 20, liegt der Kollokationsplan den beteiligten Gläubigern beim unterzeichneten Konkursamt zur Einsicht auf. Klagen auf Anfechtung des Planes sind innert 10 Tagen, von der Bekanntmachung an, gerichtlich anhängig zu machen, widrigenfalls er als anerkannt betrachtet würde.

2540 Grenchen, den 10. Januar 1974 Konkursamt Lebern, Filiale Grenchen-Bettlach

Kt. Basel-Stadt

(37)

Gemeinschuldnerin: BTP Ingenieurbüro AG, Ausarbeitung und Entwicklung technischer Projekte im industriellen Bereich, insbesondere für den Rohrleitungs-, Stahl-, Maschinen- und Elektrobau usw., Unterer Rheinweg 30, in Basel.
Anfechtungsfrist: Innert 10 Tagen.

4000 Basel, den 9. Januar 1974 Konkursamt Basel-Stadt

Ct. de Vaud

(36)

Faillites:
Schmid Walter, Morges
Schmid Ingeborg, Morges
Schmid Peter, Prévèrenge

Date des dépôts: 12 janvier 1974.
Ces états entrent en force s'ils ne sont pas attaqués dans les dix jours.

Les inventaires sont également déposés avec offre de cession 260 LP, selon circ. No. 2 du 9 janvier 1974.

1110 Morges, le 8 janvier 1974 Office des faillites, Morges

Ct. de Neuchâtel

(39)

Etat de collocation, inventaire
Faillie: Succession répudiée de Hämmerli Willy Hans, à La Chaux-de-Fonds.

L'état de collocation des créanciers est déposé à l'Office soussigné, où il peut être consulté.

Les actions en contestation doivent être introduites dans les dix jours dès le 12 janvier 1974, sinon le dit état sera considéré comme accepté.

Est également déposé l'inventaire. Les recours doivent être déposés dans le même délai de dix jours (art. 32 OTF du 13 juillet 1911 sur l'administration des Offices de faillites).

2301 La Chaux-de-Fonds, le 12 janvier 1974 Office des faillites, La Chaux-de-Fonds

Schluss des Konkursverfahrens - Clôture de la faillite

(SchKG 268) = (LP 268)

Kt. Zürich (44)

Das Konkursverfahren über **Riederer Andreas**, geboren 1947, von Maienfeld, Landwirt, wohnhaft gewesen Landenberg, 8488 Turbenthal, nun in Malans GR, ist durch Verfügung des Konkursrichters des Bezirkes Winterthur vom 27. Dezember 1973 als geschlossen erklärt worden.

8488 Turbenthal, den 11. Januar 1974 Konkursamt Turbenthal
Hiestand, Notar

Kt. Zug (42)

Das Konkursverfahren über die **Fachma Cosmetics SA**, Zug, ist mit Verfügung des Konkursrichters des Kantons Zug vom 8. Januar 1974 als geschlossen erklärt worden.

6300 Zug, den 8. Januar 1974 Konkursamt Zug:
A. Rosenberg

Ct. de Vaud (43)

Par décision du 27 décembre 1973, Monsieur le président du Tribunal du district de Vevey a prononcé la clôture des faillites suivantes:

1. **Berney Raphaëlle**, 1920, div. Cuereil, blanchisserie, avenue de Savoie 14, à Vevey.

2. **Foletti Eliane**, 1933, blanchisserie, même adresse.

3. **Instruments Ryan SA**, Thermomètres enregistreurs, à La Tour de Peilz.

1800 Vevey, le 7 janvier 1974 Office des faillites, Vevey

Ct. du Valais (41)

Le Juge-instructeur du district d'Hérens, par prononcé du 5 novembre 1973, a déclaré close la faillite de l'Atelier **Evoléard SA**, à Evolène.

1961 Vex, le 5 janvier 1974 Office des faillites d'Hérens:
H. Rudaz

Nachlassverträge - Concordats - Concordati

Nachlass-Stundung und Aufruf zur Forderungseingabe

(SchKG 295, 296, 300)

Den nachstehend genannten Schuldern ist eine Nachlass-Stundung bewilligt worden.

Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen innert der Eingabefrist beim Sachwalter einzugeben, unter der Androhung, dass sie im Unterlassungsfalle bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmberechtigt wären.

Kt. Luzern (46)

Schuldnerin: **Curti Buchhandlung AG**, Töpferstrasse 5, Luzern.

Datum der Stundungsbewilligung: 27. Dezember 1973.
Dauer der Stundung: 4 Monate, d.h. vom 2. Januar bis und mit 2. Mai 1974.

Sachwalter: **Bachmann + Co.**, Sachwalterbüro, Frankenstrasse 2, 6000 Luzern.

Eingabefrist: 20 Tage, d.h. bis und mit 2. Februar 1974.

Gläubigerversammlung: Freitag, den 15. Februar 1974, im Hotel Monopol, Pilatusstrasse 1, Luzern, 15 Uhr.

Aktenauflage: 10 Tage vor der Gläubigerversammlung im Büro der Sachwalterin.

Nachlass-Stundung und Aufruf zur Forderungseingabe: Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen, berechnet auf den 27. Dezember 1973, innerhalb der Eingabefrist bei der Sachwalterin schriftlich anzumelden. Pfand- und Vorzugsrechte sollen in der Eingabe bezeichnet werden. Gläubiger, welche ihre Forderung nicht oder verspätet anmelden, sind bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmberechtigt.

Alle Personen, die auf Vermögensstücke Anspruch erheben, die sich bei der Schuldnerin befinden, werden ebenfalls aufgefordert, dies während der Eingabefrist der Sachwalterin mitzuteilen. Die Beweismittel sind beizulegen.

6000 Luzern, den 12. Januar 1974 Die gerichtlich bestellte
Sachwalterfirma:
Bachmann + Co. Sachwalterbüro
Frankenstr. 2, 6000 Luzern

Kt. St. Gallen (45)

Schuldnerin: **Sportbahnen Sonnenseite Wildhaus AG**.

Datum der Stundungsbewilligung durch das Bezirksgericht Obertoggenburg: 4. Januar 1974.

Dauer der Nachlassstundung: vier Monate, d.h. bis 4. Mai 1974.

Sachwalter: **Dr. Peter Weisser**, Rechtsanwalt, Bahnhofstrasse 34, 9470 Buchs.

Eingabefrist: Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen, Wert 4. Januar 1974, unter Bezeichnung allfälliger Pfand- und Vorzugsrechte und unter Beilage der Beweismittel beim Sachwalter binnen 20 Tagen seit der Publikation dieser Bekanntmachung im Schweizerischen Handelsamtsblatt schriftlich anzumelden.

Verspätete oder gänzliche Unterlassung der Anmeldung hat den Entzug des Stimmrechtes bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag zur Folge.

Gläubigerversammlung: Diese wird mittels separater Einladung einberufen.

9470 Buchs, den 7. Januar 1974 Der gerichtlich bestellte
Sachwalter
Dr. Peter Weisser,
Rechtsanwalt,
Bahnhofstr. 34,
9470 Buchs

Kt. Thurgau (47)

Schuldner: **Brunner Möbel AG**, Diessenhofen.

Datum der Stundungsbewilligung durch das Bezirksgericht Diessenhofen: 15. Dezember 1973.

Dauer der Nachlass-Stundung: 4 Monate; bis 15. April 1974.

Sachwalter: **Treuhandbüro Karl Wäfler**, eidg. dipl. Buchhalter, Schützengraben 20, 8200 Schaffhausen.

Eingabefrist: Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen, Wert 15. Dezember 1973, unter Bezeichnung allfälliger Pfand- und Vorzugsrechte und unter Beilage der Beweismittel beim Sachwalter binnen 20 Tagen, seit der Publikation dieser Bekanntmachung im Schweizerischen Handelsamtsblatt, schriftlich anzumelden.

Gläubigerversammlung: Dienstag, den 19. März 1974, 15 Uhr, im Hotel Kronenhof (Halle im 1. Stock), Kirchhofplatz 7, Schaffhausen.
Aktenaufgabe: Während 10 Tagen vor der Gläubigerversammlung im Büro des Sachwalters.

8200 Schaffhausen, den 7. Januar 1974 Der gerichtlich bestellte
Sachwalter:
Karl Wäfler
eidg. dipl. Buchhalter

Protogation du sursis concordataire

(LP 295, al. 4)

Ct. de Vaud (48)

Par décision du 28 décembre 1973, le président du Tribunal du district de Lausanne a prolongé de deux mois, soit jusqu'au 15 avril 1974, le sursis concordataire accordé à **Blanc Marcel**, brûleurs à mazout, Pré du Marché 23, domicilié avenue Davel 19, Lausanne.

L'assemblée des créanciers, fixée au 22 janvier 1974, est renvoyée au mardi 5 mars 1974, à 15 h., dans une salle du palais de justice de Montbenon, à Lausanne (entrée est).

Les pièces seront à la disposition des intéressées, au bureau du commissaire à l'office des faillites de Lausanne, rue Caroline 2, dès le 22 février 1974.

1000 Lausanne 4, le 9 janvier 1974 Le commissaire au sursis:
H. Rochat, substitut

Verhandlung über die Bestätigung des Nachlassvertrages

Délibération sur l'homologation de concordat

(SchKG 304, 317) = (LP 304, 317)

Die Gläubiger können ihre Einwendungen gegen den Nachlassvertrag in der Verhandlung anbringen.

Les opposants au concordat peuvent se présenter à l'audience pour faire valoir leurs moyens d'opposition.

Kt. Bern (49)

Schuldnerin: **Ready Made AG in Liquidation**, Lindenrain 3, 3012 Bern.

Datum der Verhandlung: Mittwoch, den 30. Januar 1974, 9 Uhr, vor dem Nachlassrichter von Bern, Sternengässchen 5, II. Stock, Bern.

Die Gläubiger können ihre Einwendungen gegen die Bestätigung des Nachlassvertrages im Verhandlungstermin selbst anbringen.

3011 Bern, den 8. Januar 1974 Der Nachlassrichter: **Flick**

Kt. Aargau (50)

Das Bezirksgericht Brugg hat die Verfügung über die Firma **Stebler AG**, Modehaus, in Birr (Sachwalter **Beda Humbel**, Notar, Baden), mit seinen Gläubigern abgeschlossenen Nachlassvertrag angesetzt auf Dienstag, 29. Januar 1974, 17 Uhr, unter Hinweis an die Gläubiger, dass allfällige Einwendungen gegen den Nachlassvertrag an der Verhandlung angebracht werden müssen.

5200 Brugg, den 7. Januar 1974 Bezirksgericht Brugg

Omologazione del concordato

(LEF 306, 308, 317)

Ct. Ticino (57)

La pretura di Lugano-Distretto comunica che, con suo decreto 7 dicembre 1973 intimato il 11 dicembre 1973, cresciuto in giudicato, ha omologato il concordato proposto ai propri creditori dalla **SAGE, servizio Gru edili di Boni François**, Massagno.

Quale liquidatore è designato il commissario del concordato **Signor Angelo Arigoni**, cont. fed. Ufficio fiduciario, Lugano.

6900 Lugano, il 8 gennaio 1974 Per la pretura Lugano-Distretto
Il segretario ass.: **Giuseppe Riva**

Handelsregister -

Registre du commerce - Registro di commercio

Stiftungen - Fondations - Fondazioni

Kantone / Cantons / Cantoni:

Zürich, Bern, Luzern, Fribourg, Solothurn, Basel-Stadt, Basel-Landschaft, Schaffhausen, Appenzel A.-Rh., St. Gallen, Aargau, Thurgau, Ticino, Vaud, Neuchâtel, Genève.

Zürich - Zurich - Zurigo

21. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Veralit-Werk, Emil Rausser, in Zürich 9 (SHAB Nr. 18 vom 22. 1. 1966, S.232). Mit Beschluss des Bezirksrates Zürich vom 28. 6. 1973 wurde die Stiftungsurkunde geändert. Der Name der Stiftung lautet **Personalfürsorge-Stiftung der Firma Veralit-Werk E. Rausser, Inhaber A. Bollier**. Die Stifterfirma, deren Angestellte Begünstigte der Stiftung sind, lautet neu «Veralit-Werk, E. Rausser, Inhaber Arthur Bollier». Adresse der Stiftung: Feldblumenstrasse 28 in Zürich 9 (c/o Veralit-Werk, E. Rausser, Inhaber Arthur Bollier). Die Unterschriften von **Elisa Rausser** und **Emil Riegg** sind erloschen. Neu zeichnen **Arthur Bollier**, von Zürich, in Risch, Präsident des Stiftungsrates mit Einzelunterschrift, sowie **Jakob Bollier** und **Hans Bollier**, beide von Zürich und **Adliswil**, in Zürich, Mitglieder des Stiftungsrates mit Kollektivunterschrift zu zweien.

21. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung Ernst Ruckstuhl AG, in Zürich 1 (SHAB Nr. 59 vom 11. 3. 1961, S. 719). Neue Adresse: Gutstrasse 3, in Zürich 3 (bei der Firma Ernst Ruckstuhl AG.).

21. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Robert Brandeis, bisher in Zürich 2 (SHAB Nr. 82 vom 8. 4. 1972, S. 884). Mit Beschluss des Bezirksrates Zürich vom 6. 12. 1973 wurde die Stiftungsurkunde geändert. Sitz der Stiftung ist **Erlenbach**. Adresse: Flugsteinstrasse Nr. 28 (c/o Robert Brandeis). Der Sitz der Firma, deren Mitarbeiter Begünstigte der Stiftung sind ist in **Erlenbach**.

21. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Affida Verwaltungsbank, in Zürich 1 (SHAB Nr. 134 vom 11. 6. 1966, S. 1904). Die Unterschriften von **Charles R. Brupbacher**, **Kurt Gnehm** und **Max F. Lindenmann** sind erloschen. **Ernst Lerch** führt seine Kollektivunterschrift zu zweien nicht mehr als Sekretär des Stiftungsrates, sondern nun als Präsident desselben. Neu führen Kollektivunterschrift zu zweien: **Albert Gremli**, von Kreuzlingen, in Küsnacht, und **Rico U. Vital**, von Sent, in Meilen.

21. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Schweiz Stahlbau-Vereinigung, in Zürich 8 (SHAB Nr. 224 vom 25. 9. 1965, S. 2905). Laut vom Bezirksrat Zürich am 8. 11. 1973 gefassten Beschluss ist diese Stiftung im Sinne von Art. 88 ZGB aufgelöst. Die Liquidation ist durchgeführt. Die Stiftung wird daher im Handelsregister gelöscht.

21. Dezember 1973.

Wohlfahrtsstiftung für das Personal der Sparkasse der Stadt Zürich, in Zürich 1 (SHAB Nr. 236 vom 7. 10. 1972, S. 2605). Die Unterschrift von **Dr. Carl Meyer** ist erloschen. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien **Richard Sprüngli-Egem**, von Zürich, in Rüschlikon, Präsident des Stiftungsrates.

21. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Chemie-Import A.-G. Schweiz, Industrieller «Impag», Zürich, in Zürich 8 (SHAB Nr. 68 vom 22. 3. 1969, S. 638). Die Unterschrift von **Dr. Hans Hürlimann** ist erloschen. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien **August Walter Gemuseus**, von Basel, in Thalwil, Präsident des Stiftungsrates.

21. Dezember 1973.

Julius Klaus-Stiftung für Genetik und Sozialanthropologie, in Zürich 1 (SHAB Nr. 106 vom 8. 5. 1972, S. 1164). Die Unterschriften von **Prof. Dr. Hans Rudolf Schinz** und **Prof. Dr. Wilhelm Bickel** sind erloschen. **Prof. Dr. Josef Biegert**, Vorsitzender des Kuratoriums, und **Karl Müller**, Schatzmeister des Kuratoriums, führen ihre Kollektivunterschrift gemeinsam.

21. Dezember 1973.

Unterstützungsfonds der Chemie-Import A.G. Schweiz, Industrieller «Impag», in Zürich 8, Stiftung (SHAB Nr. 42 vom 20. 2. 1965, S. 559). Die Unterschrift von **Dr. Hans Hürlimann** ist erloschen. **A. Walter Gemuseus**, Mitglied des Stiftungsrates, führt seine Einzelunterschrift nun als Präsident desselben. Neu führt Einzelunterschrift **Ernst Jenny**, von und in Aarau, Vizepräsident des Stiftungsrates.

21. Dezember 1973.

Fürsorge-Stiftung des Schweizerischen Metall- und Uhrenarbeiterverbandes, Sektion Zürich, in Zürich 4 (SHAB Nr. 127 vom 1. 6. 1968, S. 1176). Mit Beschluss des Regierungsrates des Kantons Zürich vom 7. 11. 1973 wurde die Stiftungsurkunde geändert. Die Stiftung bezweckt die Fürsorge für die Mitglieder des schweizerischen Metall- und Uhrenarbeiterverbandes, Sektion Zürich, und die Angestellten in den Sekretariaten Zürich, Oerlikon und Schlieren, durch Gewährung von Unterstützungen bei Notlagen, die durch Arbeitslosigkeit, Krankheit, Unglücksfälle, Alter, Invalidität oder ähnliche persönliche Gründe verursacht sind. Ferner durch Ausrichtung von Sozialleistungen an Familienangehörige der Destinatäre in Notfällen.

21. Dezember 1973.

Pensionskasse der Sparkasse der Stadt Zürich, in Zürich 1, Stiftung (SHAB Nr. 9 vom 12. 1. 1963, S. 102). Die Unterschrift von **Dr. Carl Meyer-Schulthess** ist erloschen. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien **Richard Sprüngli-Egem**, von Zürich, in Rüschlikon, Präsident des Stiftungsrates.

21. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Coca-Cola G.m.b.H., Essen - Zweigniederlassung Zürich, in Zürich 6 (SHAB Nr. 272 vom 19. 11. 1966, S. 3667). Die Unterschrift von **Paul Haeni** ist erloschen. Neu führt Einzelunterschrift: **Georg Häusler**, von Gondiswil und **Uitikon**, Vorsitzender des Stiftungsrates.

21. Dezember 1973.

Fürsorge-Stiftung der Firma W.H. Lüthi, Effretikon/ZH, in Illnau (SHAB Nr. 60 vom 14. 3. 1964, S. 835). Die Unterschrift von **Ernst Kuhn** ist erloschen. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien **Paul Ehrensperger**, von und in Winterthur, Mitglied des Stiftungsrates. Neue Adresse: **Taanstrasse 55, Effretikon** (bei der Firma **W.H. Lüthi**).

27. Dezember 1973.

Alkoholfreies Gemeindehaus zur «Sonne» in Wädenswil, in Wädenswil, Stiftung (SHAB Nr. 278 vom 26. 11. 1960, S. 3387). Unterschriften von Hans-Peter Hotz und Paul Rusterholz erloschen. Neu führen Kollektivunterschrift zu zweien: Robert Wegmann, von Kilchberg ZH, in Wädenswil, Präsident des Arbeitsausschusses, und Jakob Häuser, von und in Wädenswil, Quästor des Arbeitsausschusses. Neue Adresse: Stegstrasse 10 (c/o Gessner AG).

28. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Schmidlin AG, Fabrik für Blechkanal-Systeme und Zubehör für Lüftungs- und Klimaanlage, Affoltern a.A., in Affoltern am Albis (SHAB Nr. 222 vom 21. 9. 1968, S. 2042). Die Unterschrift von Ramon Baechler ist erloschen. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien: Werner Wilhelm, von und in Zürich, Mitglied des Stiftungsrates.

28. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Viktor Bohren, Metallbau, in Zürich, Stiftung (Neueintragung). Adresse: Im Schill 10, in Zürich 7 (c/o V. Bohren, Metall- und Apparatebau). Datum der Stiftungsurkunde: 6. 12. 1973. Zweck: Versicherungsmässige Vorsorge für Arbeitnehmer und Arbeitgeber der Firma «V. Bohren, Metall- und Apparatebau» in Zürich, sowie die Hinterbliebenen dieser Personen durch Gewährung von Leistungen in Fällen von Alter, Tod, und Invalidität; Fürsorge zu Gunsten der Arbeitnehmer und deren Hinterbliebenen im Falle von Krankheit, Unfall, Arbeitslosigkeit und unverschuldeter Notlage. Organe der Stiftung: Stiftungsrat aus mindestens 3 Mitgliedern und Kontrollstelle. Für die Stiftung zeichnen mit Kollektivunterschrift zu zweien Viktor Bohren, von Grindelwald BE, in Zürich, Präsident des Stiftungsrates, und Dr. Margrit Bohren-Hörni, von Grindelwald BE, in Zürich, Mitglied des Stiftungsrates.

28. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung für die Arbeitnehmer der Friden A.G., in Zürich 3 (SHAB Nr. 301 vom 23. 12. 1967, S. 4216). Die Unterschrift von Hans Hügli ist erloschen. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien: René Maag, von Bachenbühlach, in Bülach, Mitglied des Stiftungsrates; Neue Adresse: Albisriederstrasse 164, in Zürich 3 (bei der Friden A.G.).

28. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der El AL Israel Airlines Ltd., in Zürich 1 (SHAB Nr. 301 vom 23. 12. 1961, S. 3730). Die Unterschrift von Reuwen Hadar ist erloschen. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien Shlomo Naor, israelischer Staatsangehöriger, in Zürich, Präsident des Stiftungsrates.

28. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Schück Söhne, Inh. Schück & Co., in Rüschiikon (SHAB Nr. 60 vom 14. 3. 1959, S. 768). Die Unterschrift von Fritz Schück-Hesse ist erloschen. Neu führen Einzelunterschrift: Urs Schück, von Rüschiikon, in Thalwil, und Joseph Welschen, von Grenchols, in Zürich, Mitglieder des Stiftungsrates.

28. Dezember 1973.

Zürcher Gemeinschaftsstiftung der Schweizerischen Lebensversicherungs- und Rentenanstalt zur Förderung der Personalfürsorge, in Zürich 2 (SHAB Nr. 36 vom 12. 2. 1972, S. 373). Unterschriften von Dr. Ernst Reber, Max Allgöwer, Franz Ott, Ernst Steinemann, Frédéric Honegger und Kurt Schaufelberger erloschen. Dr. Max Karrer, Mitglied des Stiftungsrates, führt seine Kollektivunterschrift zu zweien nun als Präsident desselben. Dr. oec. publ. Siegfried Kramer führt seine Kollektivunterschrift zu zweien nun als Aktuar und Quästor des Stiftungsrates. Neu führen Kollektivunterschrift zu zweien: Kurt Rutz, von Nesselau, in Stäfa; Heinrich Schneebeli, von Affoltern am Albis, in Thalwil; und Heinz Egli, von Bäretswil, in Zürich.

28. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Nikon AG., in Küsnacht (SHAB Nr. 210 vom 8. 9. 1973, S. 2484). Unterschrift von Eiichi Suzuki erloschen. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien: Toshihiro Hayashi, japanischer Staatsangehöriger, in Amsterdam, Mitglied des Stiftungsrates.

28. Dezember 1973.

Pensionskasse der Globus-Unternehmungen, in Zürich 3. Stiftung (SHAB Nr. 56 vom 8. 3. 1969, S. 525). Neu hat Kollektivprokura zu zweien: Cordula Artho, von Dürnten, in Zürich.

28. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Bruno Sona, in Winterthur 2 (SHAB Nr. 22 vom 27. 1. 1973, S. 269). Die Unterschrift von Johannes Burkhardt ist erloschen. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien: Willy Pahud, von Biolcy-Magnoux, in Dachsen, Mitglied des Stiftungsrates und Protokollführer.

28. Dezember 1973.

Dürstler und Gemusius Stiftung, in Thalwil. Unter diesem Namen besteht auf Grund der öffentlichen Urkunde vom 20. 12. 1973 eine Stiftung. Sie bezweckt den Betrieb einer Kinderkrippe in Thalwil. Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat von 3 oder mehr Mitgliedern und die Kontrollstelle. Dem Stiftungsrat gehören an und führen Kollektivunterschrift zu zweien: Heinrich Dürstler, von Grüningen, in Thalwil, Präsident; Dora Gemusius-Dürstler, von Basel, in Thalwil; A. Walter Gemusius-Dürstler, von Basel, in Thalwil, und Suzanna Bon-Schmid, von Bad Ragaz, in Oberroden. Geschäftsdomizil: Seestrasse 99, Thalwil (bei der Färberei Weidmann AG).

28. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Novinorm AG, in Zürich 9 (SHAB Nr. 46 vom 24. 2. 1973, S. 531). Die Unterschrift von René Künzli ist erloschen.

28. Dezember 1973.

Fürsorge-Stiftung Invotrex, in Zürich 11 (SHAB Nr. 243 vom 17. 10. 1970, S. 2348). Die Unterschrift von Karl Gick ist erloschen. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien Michael Hoessli, von Andeer, in Küsnacht ZH, Mitglied des Stiftungsrates.

28. Dezember 1973.

Pro Aero, in Zürich 1. Stiftung (SHAB Nr. 60 vom 11. 3. 1972, S. 637). Förderung der nationalen Luftfahrt. Die Unterschrift von Jacques de Saugy ist erloschen. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien: Arnaldo Ferrari, von Poschiavo, in Massagno, Vizepräsident des Stiftungsrates.

28. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Reich und Nievergelt, in Zürich, Adresse: Friedensgasse 1, in Zürich 1 (c/o Reich & Nievergelt), Stiftung (Neueintragung). Datum der Stiftungsurkunde: 13. 12. 1973. Zweck: Versicherungsmässige Vorsorge für Arbeitnehmer und Arbeitgeber der Stifterfirma «Reich & Nievergelt», in Zürich, sowie die Hinterbliebenen dieser Personen durch Gewährung von Leistungen in Fällen von Alter, Tod, und Invalidität; Fürsorge zu Gunsten der Arbeitnehmer und deren Hinterbliebenen im Falle von Krankheit, Unfall, Arbeitslosigkeit und unverschuldeter Notlage. Organe der Stiftung: Stiftungsrat aus mindestens 3 Mitgliedern und der Kontrollstelle. Für die Stiftung zeichnen mit Kollektivunter-

schrift zu zweien: Peter Schneider, von Zürich und Gais AR, in Zürich, Präsident des Stiftungsrates; Walter Nievergelt, von Adliswil, in Adliswil, Mitglied des Stiftungsrates, und Ernst Reich, von Sennwald SG, in Kloten, Mitglied des Stiftungsrates.

Bern - Berne - Berna**Bureau Bern**

Berichtigung.

Wissenschaftlicher Fonds der kinderehrurgischen Klinik der Universität Bern, in Bern (SHAB Nr. 3 vom 5. 1. 1974, S. 27). Richtiges Domizil: Freiburgstrasse 23.

27. Dezember 1973.

Fürsorgefonds für das Personal der Firma Kaiser & Co. AG, in Bern (SHAB Nr. 12 vom 15. 1. 1972, S. 123). Gemäss öffentlicher Urkunde vom 6. November 1973, genehmigt am 21. November 1973 durch den Gemeinderat der Stadt Bern als Aufsichtsbehörde und am 1. Dezember 1973 durch die Justizdirektion des Kantons Bern, ist diese Stiftung aufgelöst. Nachdem ihre Liquidation durchgeführt ist, wird sie gelöscht.

27. Dezember 1973.

Fürsorge-Stiftung der Firma Hermann Mumprecht, in Bern (SHAB Nr. 306 vom 30. 12. 1961, S. 378). Gemäss öffentlicher Urkunde vom 20. September 1973, genehmigt am 17. Oktober 1973 durch den Gemeinderat der Stadt Bern als Aufsichtsbehörde und am 31. Oktober 1973 durch die Justizdirektion des Kantons Bern, ist diese Stiftung aufgelöst. Nachdem ihre Liquidation beendet ist, wird sie gelöscht.

27. Dezember 1973.

Albert-Heim-Stiftung, in Bern (SHAB Nr. 156 vom 6. 7. 1968, S. 1472). Die Unterschrift von Franz Lang, Präsident, ist erloschen. Neuer Präsident des Stiftungsrates ist Walter Glättli, von Kilchberg ZH, in Thalwil; er führt Kollektivunterschrift zu zweien.

27. Dezember 1973.

Pensionskasse der Kino-Betriebs AG Bern, in Bern (SHAB Nr. 260 vom 6. 11. 1971, S. 2699). Die Unterschrift von Otto Luginbühl, Präsident des Stiftungsrates, ist erloschen. Neuer Präsident des Stiftungsrates ist Hans Straub, von Belp, in Bern. Er führt Kollektivunterschrift zu zweien.

27. Dezember 1973.

Fürsorge-Stiftung für das Personal der Bellevue-Garage AG, in Bern (SHAB Nr. 117 vom 23. 5. 1970, S. 1181). Die Unterschriften von Hans Oppikofer und Heinz Sahli sind erloschen. Neue Mitglieder des Stiftungsrates sind: Dr. Theo Schätzle, von Biel BE, in Zürich, und Rudolf Moser, von Zäziwil, in Bern, letzterer als Sekretär. Sie führen Kollektivunterschrift zu zweien.

27. Dezember 1973.

Stiftung Dr. Julius von Ries, in Bern (SHAB Nr. 133 vom 10. 6. 1967, S. 1988). Die Unterschrift von Dr. André Stavro ist erloschen. Neuer Präsident des Stiftungsrates ist Fritz Luu, von Mattstetten, in Bern. Die Mitglieder des Stiftungsrates und der Geschäftsführer Klaus Flückiger, von Auswil, in Bern, ausserhalb des Stiftungsrates (neu), führen Kollektivunterschrift zu zweien. Neues Domizil: Spitalgasse 9 (bei Klaus Flückiger).

27. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Adhesa AG, in Ittigen, Gemeinde Bolligen (SHAB Nr. 48 vom 28. 2. 1959, S. 632). Die Unterschrift von Werner Ott, Präsident des Stiftungsrates, ist erloschen. Präsidentin des Stiftungsrates ist neu Rosa Ott-Dätwiler, von Bischofzell, in Ittigen, Gemeinde Bolligen; sie führt Kollektivunterschrift zu zweien. Max Grübler, Sekretär des Stiftungsrates, wohnt nun in Bolligen. Domizil: Untere Zollgasse 129, bei der Stifterfirma.

28. Dezember 1973.

Fondazione Asilo Evangelico, in Bern (SHAB Nr. 49 vom 28. 2. 1970, S. 458). Präsident des Stiftungsrates ist Walter Fröhli, nun in Lugano (bisher Sekretär). Vizepräsident ist Fred Thoenen, von Frutigen, in Mailand (neu); Sekretär ist Dr. Roberto Isenburg, italienischer Staatsangehöriger, in Mailand (neu). Die Unterschriften von Emil Zürcher, bisher Präsident, und Franco Carlo Job, bisher Vizepräsident, sind erloschen. Der Präsident, der Vizepräsident und der Sekretär führen Kollektivunterschrift zu zweien.

29. Dezember 1973.

Zytlogge-Stiftung der Subdirektion Bern der Winterthur-Lebensversicherungs-Gesellschaft für Alters-, Invaliditäts- und Hinterlassenenvorsorge im Kanton Bern, in Bern (SHAB Nr. 6 vom 8. 1. 1966, S. 75). Die Unterschrift von Max Berchtold, Präsident des Stiftungsrates, ist erloschen. Für die Stiftung führen Einzelunterschriften: Walter Henerysky, von Winterthur, in Toffen, Präsident (neu); Dr. Fritz Künzler, Vizepräsident (bisher); Walter Zaugg, Sekretär (bisher); Thomas Ferg, von Engli, in Steffisburg (neu); Willi Brunschwiler, von Lommis, in Wil (neu). Neues Domizil: Laupenstrasse 19 (Subdirektion der «Winterthur-Leben»).

Bureau Biel

27. Dezember 1973.

Fürsorge-Stiftung der Firma Schwarz & Cie A.G., in Biel (SHAB Nr. 116 vom 19. 5. 1973, S. 1465). Das Mitglied des Stiftungsrates Hans Kläntchi wohnt nun in Ipsach.

Bureau Büren an der Aare

Nachtrag.

Fonds Hauert-Eggl, in Büren an der Aare, Errichtung und Betrieb eines Bezirksospitals oder eines Bezirkaltersheims usw., Stiftung (SHAB Nr. 294 vom 15. 12. 1973, S. 3320). Ernst Zenger-Schlup ist Vizepräsident des Stiftungsrates.

Bureau Frutigen

28. Dezember 1973.

Fürsorge-Stiftung der Firma Wandfluh AG, Frutigen, in Frutigen (SHAB Nr. 6 vom 9. 1. 1971, S. 54). Gilgjan Schranz ist aus dem Stiftungsrat ausgeschieden, seine Unterschrift ist erloschen. Neu wurde gewählt Gottlieb Schmid, von und in Frutigen. Er zeichnet kollektiv zu zweien.

Bureau Thun

27. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Perry-Mark Heimberg AG, in Heimberg. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 16. März 1973 eine Stiftung. Sie bezweckt die Gewährung von Unterstützungen oder Beiträgen an den Arbeitnehmer der Stifterfirma im Falle von Krankheit, Alter, Unfall, Invalidität des Arbeitnehmers selbst; im Falle des Todes des Arbeitnehmers an den überlebenden Ehegatten sowie an Personen, für deren Unterhalt er im Zeitpunkt des Todes ganz oder zur Hauptsache aufgekomen ist; fehlen diese Begünstigten, so fällt das aus den eigenen Beiträgen des Verstorbenen gefäunete Kapital ohne Zins) oder der entsprechende Gegenwert an seine Nachkommen, Eltern, Geschwister oder Geschwisterkinder. Einziges Organ der Stiftung ist der Stiftungsrat; er besteht aus mindestens 3 Mitgliedern, von denen wenigstens 1 Mitglied aus dem Kreis der begünstigten Arbeitnehmer bestimmt wird. Die Mitglieder des Stiftungsrates zeichnen kollektiv zu zweien. Es sind dies: Klaus Leuenberger, von Bern BG und Melchnau, in Muri BE, Präsident; Harry Niggli, von Wolfwil SO, in Münsingen, Sekretär; und Gerhard Schär, von Gondswil, in Thun. Domizil der Stiftung: Blümlisalpstrasse 61, b. d. Stifterfirma.

Lucern - Lucerne - Lucerna

27. Dezember 1973.
Aguda-Fürsorge-Stiftung, in Luzern (SHAB Nr. 170 vom 25. 7. 1953, S. 1832). Diese Stiftung hat sich gemäss Beschluss des Stiftungsrates vom 15. November 1973, genehmigt durch Entscheid des Stadtrates von Luzern als Stiftungsaufsichtsbehörde vom 30. November 1973 aufgelöst. Sie ist nach durchgeführter Liquidation erloschen.

Freiburg - Fribourg - Friburgo**Bureau Tafers (Bezirk Sense)**

27. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Josef Gobet AG, in Bösingen. Unter dieser Bezeichnung wurde gemäss öffentlicher Urkunde vom 19. Dezember 1973 eine Stiftung errichtet. Sie bezweckt die Gewährung von Unterstützungen oder Beiträgen an den Arbeitnehmer gemäss den in der Stiftungsurkunde vorgesehenen Fällen. Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat und die Kontrollstelle. Der Stiftungsrat besteht aus mindestens zwei Mitgliedern, die vom Verwaltungsrat und vom Personal gewählt werden. Die Stiftung wird verpflichtet durch die Einzelunterschrift des Präsidenten Josef Gobet, von Bösingen, in Bösingen. Adresse: bei Josef Gobet AG.

Solothurn - Soleure - Soletta**Bureau Olten-Gösgen**

27. Dezember 1973.

Personalfürsorge- und Wohlfahrtsstiftung der Treuhand- & Revisions AG Olten, vormals Schenker & Daetwiler, in Olten. Gemäss öffentlicher Urkunde vom 4. Oktober 1973 besteht unter diesem Namen eine Stiftung. Zweck: Sicherung der Mitarbeiter der Stifterfirma und ihrer Angehörigen gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Invalidität und Tod sowie Hilfe an sie in Notlagen aller Art. Ferner Erhaltung und Unterhalt von Einrichtungen zum Wohle des Personals der Stifterfirma und der ihr nahestehenden Personen sowie die Schaffung von Weiterbildungsmöglichkeiten. Einziges Organ der Stiftung ist der aus 3 bis 5 Mitgliedern bestehende Stiftungsrat. Ihm gehören an: Ernst Schenker, von und in Olten, Präsident; Josef Fischer, von Rümikon, in Trimbach, Vizepräsident; Peter Zaugg, von Trub, in Rothrist, und Erwin Gloor, von Schöftland, in Lostorf. Sie vertreten die Stiftung mit Kollektivunterschrift zu zweien. Domizil: Martin-Distel-Strasse 15, bei der Stifterfirma.

28. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Vogt & Co., Lostorf, in Lostorf. Gemäss öffentlicher Urkunde vom 26. Juni 1973 besteht unter diesem Namen eine Stiftung. Zweck: Sicherung der Mitarbeiter der Stifterfirma und ihrer Angehörigen gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Invalidität und Tod sowie die Ueberreicherung von Abfindungen an aus dem Betriebe ausscheidendes Personal. Ferner können bei unverschuldeter Notlage an im Dienste der Firma stehende oder ehemalige Arbeitnehmer sowie deren Hinterbliebene Unterstützungen gewährt werden. Organe der Stiftung sind der aus drei Mitgliedern bestehende Stiftungsrat und die Kontrollstelle. Dem Stiftungsrat gehören an: Peter Vogt, von Mandach, in Lostorf, Präsident; Paul Kaspar, von Hochdorf, Vizepräsident, und Roland Vogt, von Mandach, beide in Trimbach, Aktuar; sie vertreten die Stiftung mit Kollektivunterschrift zu zweien. Domizil: Stüsslingerstrasse 623, bei der Stifterfirma.

Basel-Stadt - Bäle-Ville - Basilea-Città

21. Dezember 1973.

Stiftung für Personalfürsorge der Spetzmann Kohlenimport AG, Basel, in Basel (SHAB Nr. 217 vom 16. 9. 1967, S. 3089). Stiftung infolge Erschöpfung der Mittel mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde vom 12. Dezember 1973 aufgehoben. Liquidation beendet. Stiftung im Handelsregister gelöscht.

21. Dezember 1973.

Fürsorgefonds der Villeroy & Boch GmbH, in Basel, Stiftung (SHAB Nr. 294 vom 15. 12. 1973, S. 3320). Neues Domizil: St. Johanns-Vorstadt 70 (bei der Stifterfirma).

21. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Villeroy & Boch GmbH, Basel, in Basel (SHAB Nr. 294 vom 15. 12. 1973, S. 3320). Neues Domizil: St. Johanns-Vorstadt 70 (bei der Stifterfirma).

21. Dezember 1973.

ASTOBA-Personalfürsorge-Stiftung, in Basel (SHAB Nr. 273 vom 21. 11. 1970, S. 2658). Unterschriften Walter H. Sulzer, Stiftungsratspräsident, und Adolph Stockle, Stiftungsratsmitglied, erloschen. Einzelunterschrift neu: Max G. Ritter, von Basel, in Zürich, Stiftungsratspräsident. Unterschrift zu zweien neu: Siegfried Artmann, von und in Zürich, Stiftungsratsmitglied, und Heinz Bögli, von Basel, in Therwil, Stiftungsratskassier (Mitglied).

21. Dezember 1973.

Sparkasse Basel, in Basel, Stiftung (SHAB Nr. 18 vom 23. 1. 1971, S. 184). Unterschrift Rudolf Forcart, Verwaltungsratspräsident, erloschen. Unterschrift zu zweien neu: Dr. Roger Baumann, von und in Basel, Verwaltungsratspräsident.

21. Dezember 1973.

Wohlfahrtsfonds der Sparkasse Basel, in Basel, Stiftung (SHAB Nr. 267 vom 14. 11. 1970, S. 2600). Unterschrift Rudolf Forcart, Stiftungsratspräsident, erloschen. Unterschrift zu zweien neu: Dr. Roger Baumann, von und in Basel, Stiftungsratspräsident.

Basel-Landschaft - Bäle-Campagne - Basilea-Campagna

27. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Caporal GmbH, in Muttlenz, Hofackerstrasse 60/62 (bei der Stifterin), neue Stiftung. Datum der Stiftungsurkunde: 4. September 1973. Zweck: Fürsorge für die Arbeitnehmer der Stifterfirma sowie deren Angehörige und Hinterbliebene durch Gewährung von Unterstützungen in Fällen von Alter, Tod, Krankheit, Unfall, Invalidität oder sonstiger Notlage sowie die Förderung der allgemeinen Sozialwohlfahrt der Arbeitnehmer. Stiftungsrat: 1 oder mehr Mitglieder. Einziges Stiftungsratsmitglied mit Einzelunterschrift: Ulrich Jäger, deutscher Staatsangehöriger, in Rapperswil SG.

28. Dezember 1973.

Stiftung Bächlacker, in Frenkendorf, Mühlemattweg 3, beim Verwalter Emil Lüdlin-Hof, neue Stiftung. Datum der Stiftungsurkunde: 13. Dezember 1973. Zweck: Allgemeine Förderung und Pflege des Schiesswesens, Förderung des Schützen-Nachwuchses, Erhaltung und Pflege des Vereinslebens der Feldschützen. Stiftungsrat: 3 Mitglieder, wovon der jeweilige Präsident der Feldschützengesellschaft Frenkendorf, ein aus der Mitte der Ehrenmitgliedern der Feldschützengesellschaft Frenkendorf gewähltes Mitglied, ein von der Vereinsversammlung gewähltes Mitglied. Ihm gehören an: Hanspeter Morf-Erny, von Illnau, in Frenkendorf, als Präsident; Rudolf Mohler-Moser, von Thürnen, in Oberrwil BL, und Ernst Mohler-Bossard, von Frenkendorf und Thürnen, in Frenkendorf, als Mitglieder. Zum Verwalter wurde gewählt: Emil Lüdlin-Hof, von Hölstein, in Frenkendorf. Er gehört dem Stiftungsrat nicht an. Die Mitglieder des Stiftungsrates zeichnen kollektiv zu zweien unter sich oder je eines mit dem Verwalter.

Schaffhausen — Schaffhouse — Sciaffusa

28. Dezember 1973.

Stiftung für Personalfürsorge der Firma Eugen Betz, in Schaffhausen (SHAB Nr. 3 vom 5. 1. 1944, S. 28). Durch Beschluss des Stiftungsrates vom 5. Dezember 1973 und mit Zustimmung der Gemeindefriede des Kantons Schaffhausen vom 27. Dezember 1973 wurde die Stiftungsurkunde geändert. Der Stiftungsname lautet neu: **Stiftung für Personalfürsorge der Firma Werner Betz & Co.** Werner Betz, von und in Schaffhausen, gehört neu dem Stiftungsrat an. Alle Mitglieder des Stiftungsrates führen Einzelunterschrift. Eugen Betz, Präsident, und Karl Klein zeichnen nicht mehr kollektiv zu zweien, sondern einzeln.

Appenzel A.-Rh. — Appenzel Rh. ext. — Appenzello est.

22. Dezember 1973.

Personalfürsorge der Firma Auto Widag AG Herisau, in Herisau. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 14. Dezember 1973 eine Stiftung. Zweck: Fürsorge für die Angestellten der Stifterfirma bei Alter, Invalidität, Tod oder anderweitiger unverschuldeter Notlage. Organ der Stiftung: Stiftungsrat aus drei Mitgliedern. Die Stiftung wird vertreten durch: Walter Bösch, von Nesselau, als Präsident, und Albert Widler, von Schweizersholz-Neukirch an der Thur, als Aktuar, beide in Herisau. Präsident und Aktuar zeichnen kollektiv zu zweien. Domizil: Kasernenstrasse 68, bei der Stifterfirma.

27. Dezember 1973.

Personalfürsorge der Fotosatzservice AG, in Stein. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 27. Dezember 1973 eine Stiftung. Zweck: Vorsorge für die Angestellten und Arbeiter der Stifterfirma und die Angehörigen bzw. Hinterbliebenen dieser Personen bei Alter, Invalidität, Krankheit, Unfall und Tod des Arbeitnehmers sowie bei besonderer Notlage und für Personen, für die der Arbeitnehmer nachweisbar bis zuletzt gesorgt hat. Organe der Stiftung: Stiftungsrat aus mindestens einem Mitglied und die Kontrollstelle. Die Stiftung wird vertreten durch: Konrad Leutenegger, von Wängi, in St. Gallen, als Präsident, und Paul Preisig, von Schwellbrunn, in Stein; sie führen Kollektivunterschrift zu zweien. Domizil: Dorf 2, bei Paul Preisig.

St. Gallen — St-Gall — San Gallo

27. Dezember 1973.

Personalfürsorge der Firma Tuchfabrik Sennwald, Aebi & Cie. AG., in Sennwald (SHAB Nr. 224 vom 23. 9. 1972, S. 2482). Die Unterschrift von Eduard Göldi, Stiftungsratsmitglied und Protokollführer, ist erloschen. Neu wurde in den Stiftungsrat und als Kassierin gewählt Ruth Walder, von Maur ZH, in Salez, Gemeinde Sennwald, mit Kollektivunterschrift zu zweien.

27. Dezember 1973.

Personalfürsorge Hans Nigg Treuhand AG, in St. Gallen. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 21. Dezember 1973 eine Stiftung. Zweck: Vorsorge für die Angestellten und Arbeiter der Stifterfirma und die Angehörigen bzw. Hinterbliebenen dieser Personen bei Alter, Invalidität, Krankheit, Unfall und Tod des Arbeitnehmers sowie bei besonderer Notlage und für Personen, für die der Arbeitnehmer nachweisbar bis zuletzt gesorgt hat. Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat, bestehend aus mindestens 2 Mitgliedern, sowie die Kontrollstelle. Für die Stiftung zeichnen: Theophil Vincenz, von Truns GR, in St. Gallen, Präsident des Stiftungsrates, und Elli Wild, von Appenzel, in St. Gallen, Sekretärin des Stiftungsrates; beide mit Einzelunterschrift. Geschäftsdomizil: bei der Stifterfirma, Lettenstrasse 12.

28. Dezember 1973.

Personalfürsorge der Aepel, in St. Gallen. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 28. Dezember 1973 eine Stiftung. Zweck: Vorsorge für die Angestellten und Arbeiter der Stifterfirma und die Angehörigen bzw. Hinterbliebenen dieser Personen bei Alter, Invalidität, Krankheit, Unfall und Tod des Arbeitnehmers sowie bei besonderer Notlage, und für Personen, für die der Arbeitnehmer nachweisbar bis zuletzt gesorgt hat. Organe: Stiftungsrat, bestehend aus mindestens einem Mitglied, sowie Kontrollstelle. Für die Stiftung zeichnen Albert Aepel, von Waldkirch, in St. Gallen, Präsident des Stiftungsrates, und Einzelunterschrift, sowie Johann Aepel, von Merenschwand AG, in St. Gallen, Mitglied des Stiftungsrates, mit Kollektivunterschrift zu zweien. Geschäftsdomizil: beim Präsidenten, Zücherstrasse 56.

31. Dezember 1973.

Personalfürsorge der Bank Rohner & Co. AG, in St. Gallen (SHAB Nr. 297 vom 19. 12. 1970, S. 2389). Gemäss Beschluss des Departementes des Innern des Kantons St. Gallen vom 6. Dezember 1973 wurde die Stiftungsurkunde teilweise geändert. Der Name der Stifterfirma lautet nun «Bank Rohner AG», derjenige der Stiftung: **Personalfürsorge der Bank Rohner AG**. Die Unterschrift von Pier Giorgio Antonini, Mitglied des Stiftungsrates, ist erloschen. Neu wurde in den Stiftungsrat gewählt: Renzo Giannini, von Quinto TI, in Lamone TI, mit Kollektivunterschrift zu zweien.

Aargau — Argovie — Argovia

28. Dezember 1973.

Personalfürsorge der Firma F. Lörtscher & Co., Belinox, in Stetten (SHAB Nr. 272 vom 20. 11. 1965, S. 3661). Die ursprüngliche Stiftungsurkunde vom 29. Dezember 1954 wurde, mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde vom 30. August 1972, durch die neue Stiftungsurkunde vom 21. August 1972 ersetzt. In bezug auf den publikationspflichtigen Inhalt sind dadurch folgende Änderungen eingetreten: Neuer Name der Stiftung: **Personalfürsorge der Belinox Loertscher AG**. Zweck: Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der Firma «Belinox Loertscher AG», in Stetten, und für Hinterbliebene von Angestellten und Arbeitern durch Gewährung von Unterstützungen bei Alter, Invalidität, Krankheit, Tod und unverschuldeter Notlage. In teilweiser Erfüllung des Zweckes kann sie als Versicherungsnehmerin einer Versicherungsgesellschaft einen Gruppenversicherungsvertrag zu Gunsten des Personals oder eines Teils desselben abschliessen. Das Unterschriftenrecht des aus dem Stiftungsrat ausgeschiedenen Präsidenten Fritz Lörtscher ist erloschen. Präsident ist nun Kurt Graber-Jutz, von Oftringen AG, in Mellingen AG, und Vizepräsident Rolf Buri-Lanker, von Bern, in Döttingen AG. Sie zeichnen kollektiv zu zweien. Ferner ist das Unterschriftenrecht von René Barth erloschen. Neu wurde Kollektivunterschrift zu zweien erteilt an Max Kaufmann, von Bellikon AG, in Oberrohrdorf AG.

Thurgau — Thurgovie — Turgovia

21. Dezember 1973.

Personalfürsorge der Firma Max Hugelshofer AG, in Frauenfeld (SHAB Nr. 152 vom 1. 7. 1972, S. 1742). Jetziges Domizil: Gaswerkstrasse 18, bei der Stifterfirma.

27. Dezember 1973.

Personalfürsorge der Firma Haberer AG, in Kreuzlingen (SHAB Nr. 115 vom 18. 5. 1963, S. 1465). Daniel Wolfer, Mitglied, führt nicht mehr Kollektiv-, sondern Einzelunterschrift.

28. Dezember 1973.

Fürsorge der Robert Victor Neher A.G., in Kreuzlingen (SHAB Nr. 216 vom 15. 9. 1973, S. 2542). Jules Ribi, Vizepräsident des Stiftungsrates und Präsident der Verwaltungskommission, ist ausgetreten; seine Unterschrift ist erloschen. Neu wurden gewählt: Theo

Stocker, von Zweisimmen, in Kreuzlingen, als Vizepräsident des Stiftungsrates, und Bruno Müller, von Wädenswil, in Kreuzlingen, als Vizepräsident der Verwaltungskommission. Sie führen Kollektivunterschrift zu zweien. Hans Schmid, bisher Vizepräsident der Verwaltungskommission, wurde zum Präsidenten der Verwaltungskommission ernannt; er führt wie bisher Kollektivunterschrift zu zweien.

Tessin — Tessin — Ticino

Ufficio di Bellinzona

2 gennaio 1974.

Fondazione di previdenza per il personale della ditta Indutecnica S.A., in Sementina. Fondazione costituita con atto notarile e statuto del 18 giugno 1973. Scopo: la previdenza a favore dei dipendenti della ditta nonché dei loro familiari superstiti, mediante la concessione di indennità in caso di vecchiaia, di morte, di malattia, di invalidità, di servizio militare, di disoccupazione e di eventuali altri bisogni. La gestione della fondazione è affidata ad un consiglio di fondazione, composto da 2 a 4 membri. I destinatari hanno diritto ad una rappresentanza nel consiglio di fondazione nella misura dei contributi versati da loro alla fondazione. Gli altri membri del consiglio di fondazione sono nominati dalla ditta, la quale designa pure il presidente del consiglio di fondazione e l'ufficio di revisione. Il consiglio di fondazione è attualmente così composto: Rolf Keller, da Schongau c Lucerna, in Orselina, presidente; Rolf Hefti, da Hätzingen, in Gerar/Gambarogno, membro; Gabriele Ferrari, da ed in Bellinzona, membro; Eddy Bianchi, da Indemini, in Bellinzona, membro. La fondazione è vincolata dalla firma collettiva a due del presidente con uno degli altri membri. Recapito: presso la ditta Indutecnica S.A.

Distretto di Mendrisio

27 dicembre 1973.

Fondazione di previdenza per il personale della ditta Bruno Hoyer S. a. g. l. (Bruno Hoyer G.m.b.H.) (Bruno Hoyer S. a. r. l.), in Chiasso (FUSC del 30. 10. 1971, No 254, p. 2641). Con decisione del 19 dicembre 1973 del consiglio di fondazione, la ragione sociale della fondazione è stata modificata in: **Fondazione di previdenza per il personale della ditta Hoyer S. a. g. l. (Hoyer G.m.b.H.) (Hoyer S. a. r. l.)**. Gli statuti sono stati modificati di conseguenza.

Waadt — Vaud — Vaud

Bureau de Lausanne

21 décembre 1973.

Fonds de prévoyance en faveur du personnel de la Fabrique de bonneterie J. Rime S.A., à Lausanne (FOSC du 13. 10. 1962, p. 2937). La signature de Pierre Stern est radice.

21 décembre 1973.

Caisse de prévoyance en faveur du personnel de la Fabrique de Bonneterie J. Rime S.A., à Lausanne (FOSC du 3. 4. 1965, p. 1057). La signature de Pierre Stern est radice. Jean Käser (inscrit), actuellement à La Conversion, commune de Lutry, est nommé secrétaire; il signe désormais collectivement à deux, ses pouvoirs étant modifiés en conséquence. Nouveau membre signant collectivement à deux avec le président ou le secrétaire: Karl Klose, d'Allemagne, à Lausanne.

28 décembre 1973.

Fondation Inter Maritimee (Inter Maritime Foundation), à Lausanne. Nouvelle fondation. Date des statuts: 12 septembre et 7 novembre 1973. But: affectation des biens qui lui sont attribués et des revenus qui en proviennent en faveur d'œuvres humanitaires, religieuses ou éducatives, d'activités artistiques ou sportives, de la recherche scientifique, principalement dans la région lémanique. Conseil de fondation: 3 membres au moins. La fondation est engagée par la signature individuelle de Bruee Rappaport, de Pregny-Chambésy, à Coligny, président, et collective à deux de Raoul Oberson, de Villarboud, à Genève; Erich-Rudolf Gayler, de Winterthur, à Zurich, et Walter Müller, de Frauenfeld, à Bâle, membre. Adresse: Petit Chêne 18 (chez notaire Gustave Burnier).

28 décembre 1973.

Fondation pour le jardin alpin de Pont-de-Nant, à Lausanne. Nouvelle fondation. Date des statuts: 8 novembre 1973. But: développer et gérer le jardin alpin de Pont-de-Nant et ses annexes (chalet) dans un but scientifique et éducatif. Conseil de fondation: 5 membres qui sont: Pierre Villaret, de et à Lausanne, président, et Robert Anken, de Tolochenaz, à Lausanne, lesquels signent individuellement. Adresse: Avenue de Cour 14bis (chez Institut de botanique systématique et de géobotanique).

28 décembre 1973.

Fonds de prévoyance en faveur du personnel de la Maison L.E. Michel S.A., à Prilly (FOSC du 16. 12. 1961, p. 3660). Marie-Louise Michel est démissionnaire; sa signature est radice. Jean Bettin, de et à Fribourg, est nommé président avec signature individuelle.

28 décembre 1973.

Fonds de prévoyance en faveur du personnel de la Banque de Participations et de Placements S.A., à Lausanne. Nouvelle fondation. Date des statuts: 26 octobre 1973. But: venir en aide aux membres du personnel de la fondatrice en cas de vieillesse, maladie, invalidité, accident, chômage, et à leur famille en cas de décès. Conseil de fondation: 3 membres au moins. La fondation est engagée par la signature collective à deux de Gustave Morex, d'Ormont-Dessous et Planles-Quates, à Plan-les-Quates, président; Francis Schertenleib, de Veehigen et Genève, à Genève, vice-président; Jean-Luc Perret, de La Sagne, à Pully, secrétaire; Michel Favey, de Pompaples, à Genève; Betty Richard, de Coffrane, à Pully, et Jean-Pierre Balmat, de Sem-sales, à Genève. Adresse: Avenue Ruchonnet 2, (chez Banque de Participations et de Placements S.A.)

Neuenburg — Neuchâtel — Neuchâtel

Bureau de Neuchâtel

21 décembre 1973.

Centre Culturel Neuchâtelois, à Neuchâtel (FOSC du 22. 5. 1971, No 117, p. 1243). Selon acte authentique du 17 décembre 1973, la fondation a adopté de nouveaux statuts approuvés par arrêté du 3 juillet 1973 du conseil d'Etat de la République et canton de Neuchâtel. La fondation a pour but de développer les arts et la culture dans le canton de Neuchâtel, notamment en organisant des spectacles théâtraux, musicaux et cinématographiques, des expositions, des conférences et des débats. La fondation est administrée par un conseil de 9 à 21 membres et par une direction de 2 membres. La fondation continue à être engagée par la signature collective à deux du président Edouard Guillaume, des Verrières, à Neuchâtel, qui vient d'être nommé président du conseil, du secrétaire et par les signataires individuelles des 2 membres de la direction, ces trois derniers déjà inscrits. La signature de Claude Bouvier est radice.

21 décembre 1973.

Fondation de prévoyance en faveur du personnel des pharmacies de l'Orangerie à Neuchâtel et du Bourg à Marin-Epagner, à Neuchâtel. Sous ce nom il a été constitué, selon acte authentique du 19 décembre 1973, une fondation qui a pour but de venir en aide aux membres du personnel des pharmacies de l'Orangerie à Neuchâtel et du Bourg à Marin-Epagner, en cas de vieillesse, d'invalidité, de maladie, d'accident, de chômage et, en cas de décès, aux membres de

la famille de la personne décédée. Le conseil de fondation est composé de deux membres au moins, nommés par les fondatrices et par les bénéficiaires. Il est composé de Jean-Luc Wildhaber, de Neuchâtel, à Marin, commune de Marin-Epagner, et Jovan Novakovic, de nationalité yougoslave, à Hauterive, qui engagent la fondation par leur signature collective à deux. Adresse: rue de l'Orangerie, c/o Monsieur Wildhaber, Pharmacie de l'Orangerie.

Genève — Genève — Ginevra

28 décembre 1973.

Fondation des œuvres sociales et de secours de Genex SA, à Chêne-Bourg (FOSC du 29. 5. 1971, p. 1314). Les pouvoirs d'Ernest Rothenbühler sont radies. Yannic Rosset, de Bougy-Villars VD, à Céligny, membre du conseil, signe collectivement à deux.

28 décembre 1973.

Caisse de pension II du personnel de L. Givaudan & Cie société anonyme et des sociétés affiliées, à Vernier (FOSC du 5. 5. 1973, p. 1286). Les pouvoirs de Marcel-E. Scheidegger sont radies.

28 décembre 1973.

Caisse de pension I du personnel de L. Givaudan & Cie société anonyme et des sociétés affiliées, à Vernier (FOSC du 10. 3. 1973, p. 864). Les pouvoirs de Marcel-E. Scheidegger sont radies. André Hoessly, d'Andeer GR, à Coligny, membre et vice-président du conseil, signe collectivement à deux.

28 décembre 1973.

Fondation de prévoyance du personnel de L. Givaudan & Cie Société Anonyme et des sociétés affiliées, à Vernier (FOSC du 10. 3. 1973, p. 863). Les pouvoirs de Marcel-E. Scheidegger sont radies. Jörg Sambeth, de RFA, à Veyrier, membre du conseil, signe collectivement à deux.

28 décembre 1973.

Fondation Lucifer, à Carouge (FOSC du 8. 8. 1964, p. 2441). Les pouvoirs d'Armin Holder sont radies. André Aubert, du Lieu VD, à Genève, membre et secrétaire du conseil, signe collectivement à deux.

Andere gesetzliche Publikationen

Autres publications légales

Altre pubblicazioni legali

SI Orona SA en liquidation, Fribourg

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux articles 742 et 745 CO

Rectifié.

La dissolution de la société a été prononcée en date du 26 décembre 1973 et non 1873 comme publié par erreur dans la Feuille officielle suisse du commerce des 4, 5 et 7 janvier 1974. (A17P)

3001 Berne, le 9 janvier 1974. Feuille officielle suisse du commerce

Rechnungsruf und öffentliches Inventar

Ueber den Nachlass des am 7. November 1973 verstorbenen

Kurt Josef Meier-Bisenz, geboren 1927, von Blünzen AG, wohnhaft gewesen Sonnenbergweg 16, 8134 Adliswil, gewesener Inhaber der Einzelfirma Kurt Meier, Uhren, Bahnhofstrasse 47, 8001 Zürich, ist durch Verfügung des Einzelrichters in nichtstreitigen Rechtssachen am Bezirksgericht Horgen vom 28. November 1973 die Aufnahme des öffentlichen Inventars angeordnet worden.

Es werden daher sowohl die Gläubiger, mit Einschluss der Bürgschaftsgläubiger, als auch die Schuldner des Verstorbenen aufgefordert, ihre Forderungen und Schulden bis zum 18. Januar 1974 schriftlich beim Notariat Thalwil anzumelden.

Die Gläubiger werden auf die in Art. 590 ZGB genannten Folgen der Nichtanmeldung aufmerksam gemacht.

Schuldner und sich im Besitze von Faustpfändern befindliche Gläubiger, die es unterlassen, eine Eingabe zu machen, werden mit Ordnungsbusse bestraft. (A2)

8800 Thalwil, den 10. Dezember 1973

Notariat Thalwil
Gothardstrasse 16a
8800 Thalwil:
A. Bopp, Notar

Rechnungsruf und öffentliches Inventar

Erblasser: Hermann Othmar Steinegger, geboren 1915, von Zofingen AG, gestorben am 9. November 1973, gewesener Berner Notar, wohnhaft gewesen Spyrstrasse 2, 8044 Zürich.

Gerichtliche Anordnung des Inventars vom 13. Dezember 1973.

Anmeldefrist für Forderungen und Schulden: bis 15. Februar 1974.

Die Gläubiger werden auf die in Art. 590 ZGB genannten Folgen der Nichtanmeldung ihrer Forderungen aufmerksam gemacht. Schuldner und die im Besitze von Faustpfändern befindlichen Gläubiger, die unterlassen eine Eingabe zu machen, werden mit Ordnungsbusse bestraft. (A24)

8028 Zürich, den 11. Januar 1974

Notariat Fluntern-Zürich
Postfach, 8028 Zürich

Auflegung des öffentlichen Inventars

Das öffentliche Inventar über den Nachlass des am 20. Juli 1973 verstorbenen Dr. August Keller, geb. 1915, von Zürich, Rechtsanwalt, wohnhaft gewesen Stadthausquai 1, 8001 Zürich, liegt den Beteiligten bis zum 15. Februar 1974 bei der unterzeichneten Amtsstelle zur Einsicht auf. (A 33)

8001 Zürich, 10. Januar 1974

Notariat Zürich (Alstadt)
Talstrasse 25, 8001 Zürich
P. Honegger, Notar

Marken Marques Marche

Eidgenössisches Amt für geistiges Eigentum
Bureau fédéral de la propriété intellectuelle
Ufficio federale della proprietà intellettuale

Konflikt mit bereits eingetragenen
Fabrik- und Handelsmarken

Marken-Nachforschungen

Denken Sie daran: Gegen 320 000 Marken sind in der Schweiz bereits hinterlegt. Verlangen Sie deshalb beim unten angegebenen Amt eine Abklärung darüber, ob das von Ihnen zur Kennzeichnung Ihrer Waren gewählte Zeichen mit bereits eingetragenen Marken in Konflikt kommen könnte oder nicht. Unter Umständen bewahren Sie sich dadurch vor grossem finanziellem Schaden.

Eidg. Amt für geistiges Eigentum
Markenabteilung, 3003 Bern

Conflit avec des marques de fabrique
et de commerce déjà enregistrées

Recherches de marques

Sachez qu'environ 320 000 marques sont enregistrées en Suisse. Demandez à notre office si le signe que vous avez choisi pour distinguer vos produits entre ou non en conflit avec des marques déjà enregistrées. C'est là une mesure de prudence qui pourra, selon les circonstances, vous éviter de gros dommages financiers.

Bureau fédéral
de la propriété intellectuelle
Service des marques, 3003 Berne

Collisione con marchi di fabbrica e di commercio
già registrati

Ricerche marchi

Sappiate che in Svizzera vi sono circa 320 000 marchi registrati. È perciò grande il rischio che una parola o un segno da voi scelto per contraddistinguere i vostri prodotti entri in collisione con uno o più marchi registrati. Domandate quindi all'ufficio sottoscritto di informarvi in merito. È questa una misura di prudenza che, secondo le circostanze, può preservarvi da gravi danni finanziari.

Ufficio federale
della proprietà intellettuale
Servizio marchi, 3003 Berne

Eintragungen - Enregistrements

267662. Hinterlegungsdatum: 26. September 1973, 17 Uhr. Albright & Wilson Limited, Warley, Oldbury (Worcestershire, Grossbritannien). - Fabrikation und Handel. - Erneuerung der Marke Nr. 149200. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 26. September 1973 an.

Wasserenthärtungsmittel. (Int. Kl. 1)

CALGON

267663. Hinterlegungsdatum: 26. September 1973, 17 Uhr. Albright & Wilson Limited, Warley, Oldbury (Worcestershire, Grossbritannien). - Fabrikation und Handel. - Erneuerung der Marke Nr. 149201. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 26. September 1973 an.

Bleichmittel. (Int. Kl. 3)

CALGONITE

267664. Hinterlegungsdatum: 28. September 1973, 17 Uhr. Warner-Lambert Company, 201 Tabor Road, Morris Plains (New Jersey, USA). - Fabrikation und Handel.

Minzhaltige Konditorwaren. (Int. Kl. 30)

DENTAMINTS

267665. Date de dépôt: 28 septembre 1973, 18 h. Hans Meyer, 24, Le Bugnon, Renens (Vaud). - Fabrication et commerce.

Dispositif électronique de mesure des longueurs et des angles. (Cl. int. 9)

SYLVAC

267666. Hinterlegungsdatum: 1. Oktober 1973, 20 Uhr. Villiger Söhne AG, Pfeffikon (Luzern). - Fabrikation.

Tabakfabrikate aller Art. (Int. Kl. 34)

MIDI-RILLOS

267667. Hinterlegungsdatum: 2. Oktober 1973, 18 Uhr. Imperial Chemical Industries Limited, Imperial Chemical House, Millbank, London S.W. 1 (Grossbritannien). - Fabrikation und Handel.

Pharmazeutische und medizinische Präparate und Substanzen. (Int. Kl. 5)

ERAMID

267668. Hinterlegungsdatum: 3. Oktober 1973, 20 Uhr. CIBA-GEIGY AG (CIBA-GEIGY S.A.) (CIBA-GEIGY Limited), Basel. - Fabrikation und Handel.

Arzneimittel, chemische Produkte für medizinische und hygienische Zwecke, pharmazeutische Drogen und Präparate, Veterinärprodukte. (Int. Kl. 5)

RIMANAZID

267669. Hinterlegungsdatum: 3. Oktober 1973, 20 Uhr. CIBA-GEIGY AG (CIBA-GEIGY S.A.) (CIBA-GEIGY Limited), Basel. - Fabrikation und Handel.

Arzneimittel, chemische Produkte für medizinische und hygienische Zwecke, pharmazeutische Drogen und Präparate, Veterinärprodukte. (Int. Kl. 5)

RIMONIAZID

267670. Hinterlegungsdatum: 4. Oktober 1973, 20 Uhr. CIBA-GEIGY AG (CIBA-GEIGY S.A.) (CIBA-GEIGY Limited), Basel. - Fabrikation und Handel.

Algenbekämpfungsmittel. (Int. Kl. 5)

AQUAGON

267671. Hinterlegungsdatum: 4. Oktober 1973, 20 Uhr. CIBA-GEIGY AG (CIBA-GEIGY S.A.) (CIBA-GEIGY Limited), Basel. - Fabrikation und Handel.

Mittel zur Vertilgung von Unkraut und schädlichen Tieren. (Int. Kl. 5)

PREFANYL

267672. Hinterlegungsdatum: 4. Oktober 1973, 20 Uhr. CIBA-GEIGY AG (CIBA-GEIGY S.A.) (CIBA-GEIGY Limited), Basel. - Fabrikation und Handel.

Mittel zur Vertilgung von Unkraut und schädlichen Tieren. (Int. Kl. 5)

RANOCID

267673. Date de dépôt: 4 octobre 1973, 19 h. Comalco (J. & S.) Pty. Limited, 95 Collins Street, Melbourne (Victoria, Australie). - Fabrication et commerce.

Profilés en métal, poutrelles, fers en I, colonnes, tubes et tôles minces. (Cl. int. 6)

AMPLIFORM

267674. Date de dépôt: 4 octobre 1973, 19 h. Comalco (J. & S.) Pty. Limited, 95 Collins Street, Melbourne (Victoria, Australie). - Fabrication et commerce.

Métaux bruts et demi-ouvrés, matériaux à bâtir, extrudés, laminés, fondus et façonnés, tuyaux et cylindres métalliques. (Cl. int. 6)

AMPLIMESH

267675. Date de dépôt: 11 octobre 1973, 11 h. Marcel Wyss, Gernagny, Mont-sur-Rolle (Vaud). - Commerce. - Renouvellement avec extension de l'indication des produits de la marque No 147571. Le délai de protection résultant du renouvellement court depuis le 5 août 1973.

Boissons, y compris vins. (Cl. int. 32, 33)

LES VIGNOLANTS

267676. Date de dépôt: 12 novembre 1973, 20 h. Ralston Purina Company, Checkerboard Square, St. Louis (Missouri, USA). - Fabrication et commerce.

Substances alimentaires pour animaux, nourriture pour animaux domestiques. (Cl. int. 31)

PURINA CHOW

267677. Date de dépôt: 11 octobre 1973, 10 h. Alexandra Overalls Limited, Alexandra House, King Square, Bristol (Somerset, Grande-Bretagne). - Fabrication et commerce.

Vêtements, notamment tabliers d'école, blouses, uniformes, tabliers et coiffures. (Cl. int. 25)

ALEXANDRA

267678. Hinterlegungsdatum: 12. Oktober 1973, 20 Uhr. CIBA-GEIGY AG (CIBA-GEIGY S.A.) (CIBA-GEIGY Limited), Basel. - Fabrikation und Handel.

Desinfektionsmittel. (Int. Kl. 5)

ACTOPHOR

267679. Hinterlegungsdatum: 12. Oktober 1973, 20 Uhr. CIBA-GEIGY AG (CIBA-GEIGY S.A.) (CIBA-GEIGY Limited), Basel. - Fabrikation und Handel.

Desinfektionsmittel. (Int. Kl. 5)

IDOPLEXIN

267680. Hinterlegungsdatum: 12. Oktober 1973, 20 Uhr. CIBA-GEIGY AG (CIBA-GEIGY S.A.) (CIBA-GEIGY Limited), Basel. - Fabrikation und Handel.

Jodhaltige Desinfektionsmittel. (Int. Kl. 5)

IODOGARD

267681. Hinterlegungsdatum: 15. Oktober 1973, 7 Uhr. La Conserve française S. à r. l., Weyerstattstrasse 61, Nidau (Bern). - Produktion und Handel.

Pilze. (Int. Kl. 29, 31)

**WALDKÖNIG
ROI DES FORETS**

267682. Hinterlegungsdatum: 15. Oktober 1973, 14 Uhr. F. Hoffmann-La Roche Co. Aktiengesellschaft, Basel. - Fabrikation.

Chemische Erzeugnisse für wissenschaftliche Zwecke; chemische Produkte zur Konservierung von Nahrungsmitteln; Seifen; Parfümrien, ätherische Öle, kosmetische Mittel, Haarwaschmittel; pharmazeutische, tierärztliche und hygienische Produkte; diätetische Nahrungsmittel für Kinder und Kranke; Pflaster, Verbandmaterial; Desinfektionsmittel; Mittel zur Vertilgung von Unkraut und Ungeziefer. (Int. Kl. 1, 3, 5)

LINIMETIL

267683. Hinterlegungsdatum: 15. Oktober 1973, 18 Uhr. **Hans Ströbeck Aktiebolag**, Företagsvägen 6, Arlöv (Schweden). — Fabrikation und Handel. — Erneuerung mit eingeschränkter Warenangabe der Marke Nr. 149326. Sitz verlegt. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 23. September 1973 an.

Wasch- und Bleichmittel; Putz-, Polier-, Fettentfernungs- und Schleifmittel; Seifen; Parfümerien, ätherische Öle, kosmetische Mittel, Haarwaschmittel und Zahnpflegemittel, Pharmazeutische, tierärztliche und hygienische Produkte, diätetische Nahrungsmittel, Pflaster, Verbandmaterial; Zahnfüllmittel und Abdruckmasse für zahnärztliche Zwecke; Desinfektionsmittel; Mittel zur Vertilgung von Unkraut und Ungeziefer. (Int. Kl. 3, 5)

PERPLEX

267684. Date de dépôt: 15 octobre 1973, 17 h. **Rola-Weinbrand- und Likör-Vertrieb G. Czerwionka & Co., Niederhatzkofen** (Rottenburg/Laaber, République fédérale d'Allemagne). — Fabrication et commerce. — Transmission et renouvellement avec modification de l'indication des produits de la marque N° 148019 de Schenk S.A., Rolle (Vaud). Le délai de protection résultant du renouvellement court depuis le 7 septembre 1973.

Boissons alcooliques et non-alcooliques. Tous produits alimentaires. (Cl. int. 29 à 33)

LA TOUR CARRÉE

267685. Hinterlegungsdatum: 16. Oktober 1973, 20 Uhr. **Coop Schweiz**, Thiersteinallee 14, Basel. — Fabrikation und Handel. — Erneuerung der Marke Nr. 147277. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 19. Juni 1973 an.

Schokolade und Schokoladeprodukte, Zuckerwaren und Backwaren. (Int. Kl. 30)

DORADO

267686. Hinterlegungsdatum: 16. Oktober 1973, 20 Uhr. **Coop Schweiz**, Thiersteinallee 14, Basel. — Fabrikation und Handel. — Erneuerung der Marke Nr. 147278. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 19. Juni 1973 an.

Milchschokolade. (Int. Kl. 30)

ORMILK

267687. Hinterlegungsdatum: 16. Oktober 1973, 20 Uhr. **Coop Schweiz**, Thiersteinallee 14, Basel. — Fabrikation und Handel. — Erneuerung der Marke Nr. 147280. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 19. Juni 1973 an.

Schokolade und Schokoladeprodukte, Zuckerwaren und Backwaren. (Int. Kl. 30)

SIMANO

267688. Hinterlegungsdatum: 16. Oktober 1973, 20 Uhr. **Coop Schweiz**, Thiersteinallee 14, Basel. — Fabrikation und Handel. — Erneuerung der Marke Nr. 147281. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 19. Juni 1973 an.

Schokolade und Schokoladeprodukte, Zuckerwaren und Backwaren. (Int. Kl. 30)

SOLEDOR

267689. Hinterlegungsdatum: 16. Oktober 1973, 20 Uhr. **Coop Schweiz**, Thiersteinallee 14, Basel. — Fabrikation und Handel. — Erneuerung der Marke Nr. 148064. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 31. Juli 1973 an.

Wasch- und Reinigungsmittel. (Int. Kl. 3)

ROBY

267690. Hinterlegungsdatum: 16. Oktober 1973, 18 Uhr. **The Wellman Bibby Company, Limited**, Parnell House, 25, Wilton Road, London S.W. 1 (Grossbritannien). — Fabrikation und Handel.

Kupplungen und Drehmoment-Begrenzer sowie deren Teile und Zubehör für Landfahrzeuge und andere Fahrzeuge. (Int. Kl. 7, 12)

ESKA

267691. Date de dépôt: 19 octobre 1973, 11 h. **Grands Magasin Innovation S.A., Lausanne** (Vaud). — Commerce.

Produits vinicoles de toutes provenances. (Cl. int. 33)

CHAIS DU ROY

267692. Date de dépôt: 19 octobre 1973, 18 h. **R.W. Forsyth Limited**, 3, St. Andrew Square, Edimbourg (Ecosse, Grande-Bretagne). — Fabrication et commerce.

Vêtements. (Cl. int. 25)

DEXTER

267693. Hinterlegungsdatum: 19. Oktober 1973, 18 Uhr. **Beecham Group Limited**, Beecham House, Great West Road, Brentford (Middlesex, Grossbritannien). — Fabrikation und Handel.

Pharmazeutische und veterinärmedizinische Präparate und Substanzen. (Int. Kl. 5)

AMPIFLUX

267694. Hinterlegungsdatum: 23. Oktober 1973, 17 Uhr. **Marco G. Santandrea**, Oberrengstrasse, Langnau am Albis (Zürich). — Fabrikation und Handel.

Bodenbelagsplatten, Bauwerksplatten. (Int. Kl. 17, 19, 27)

FIXOMAT

267695. Hinterlegungsdatum: 26. Oktober 1973, 17 Uhr. **The Golden Arrow Company Zug**, Neugasse 23, Zug. — Fabrikation und Handel.

Bohnerwache, Geschirrspülmittel, Waschmittel für Wollsaenen, Desinfektions- und Geruchverhinderungs- und -beseitigungsmittel für Räume, Appreturmittel für Haushaltzwecke, Insektenvertilgungsmittel, Möbelpoliermittel, Fensterreinigungsmittel, Gummihandschuhe für den Haushalt, Mittel zur Entkrustung von Oefen, Kochern und Küchengeschirr, Stahlwolle, einschliesslich Seife enthaltende Stahlwolle, Mittel zum Reinigen von Oberflächen in flüssiger und Sprayform sowie Mittel zum Reinigen, Desodorieren und Entkrusten von Klosets. (Int. Kl. 3, 5, 21)

SAPSY

267696. Hinterlegungsdatum: 26. Oktober 1973, 20 Uhr. **CIBA-GEIGY AG (CIBA-GEIGY S.A.) (CIBA-GEIGY Limited)**, Basel. — Fabrikation und Handel.

Desinfektionsmittel. (Int. Kl. 5)

EQUISEPT

267697. Hinterlegungsdatum: 26. Oktober 1973, 10 Uhr. **Jacques Luks**, Limmatstrasse 117, Zürich 5. — Handel.

Skibrille. (Int. Kl. 9)

CORONADO

267698. Date de dépôt: 26 octobre 1973, 11 h. **Amann & Cie, S.A.**, 16, rue du Crêt Tacconnet, Neuchâtel. — Commerce.

Produits vinicoles de tous cépages ainsi que de toutes origines. (Cl. int. 33)

PICOLET

267699. Date de dépôt: 26 octobre 1973, 11 h. **Amann & Cie, S.A.**, 16, rue du Crêt Tacconnet, Neuchâtel. — Commerce.

Produits vinicoles de tous cépages ainsi que de toutes origines. (Cl. int. 33)

LA LICHETTE

267700. Hinterlegungsdatum: 29. Oktober 1973, 8 Uhr. **Lagerhäuser der Centralschweiz**, Bahnhofstrasse 102, Aarau (Aargau); Korrespondenzadresse: Abt. Weinkellereien Aarau, Rohrerstrasse 64, Aarau (Aargau). — Handel.

Weine, Spirituosen und Liköre und andere alkoholhaltige und alkoholfreie Getränke. (Int. Kl. 32, 33)

RITTERGLUT

267701. Hinterlegungsdatum: 30. Oktober 1973, 11 Uhr. **Hewa AG**, Brömgarnerstrasse 20, Zürich 3. — Fabrikation.

Niederdruckdampf-Kochtopf. (Int. Kl. 21)

VITA-REFORM

267702. Hinterlegungsdatum: 30. Oktober 1973, 11 Uhr. **Aluminiumschweisswerk AG**, Bernstrasse 63, Schlieren (Zürich). — Fabrikation.

Elektrolyt zum elektrochemischen Polieren von Metallen. (Int. Kl. 1, 7)

ELYPOL

267703. Hinterlegungsdatum: 31. Oktober 1973, 8 Uhr. **Dr. Max Hartmann Präparate GmbH**, Bernstrasse 33, Oftringen (Aargau). — Fabrikation und Handel.

Pharmazeutische, kosmetische und diätetische Präparate, Verbandstoffe, Gesundheitsstrümpfe, Gesundheitswäsche, orthopädische Spezialitäten. (Int. Kl. 3, 5, 10, 25)

DOKTOR ALOIS

267704. Hinterlegungsdatum: 31. Oktober 1973, 11 Uhr. **Strumpffabrik Flexy AG**, Helvetiastrasse 51, St. Gallen. — Fabrikation.

Strumpfwaren. (Int. Kl. 25)

TRIMMS

267705. Hinterlegungsdatum: 31. Oktober 1973, 11 Uhr. **Strumpffabrik Flexy AG**, Helvetiastrasse 51, St. Gallen. — Fabrikation.

Strumpfwaren. (Int. Kl. 25)

TRIMMI

267706. Hinterlegungsdatum: 31. Oktober 1973, 11 Uhr. **Erich Henseler**, Neugasse 49, St. Gallen. — Fabrikation.

Bodenwasserablauf aus Chromnickelstahl. (Int. Kl. 6, 11)

NIBO

267707. Date de dépôt: 31 octobre 1973, 18 h. **Patek, Philippe S.A.**, 22, quai Général-Guisan et 41, rue du Rhône, Genève. — Fabrication et commerce. — Renouvellement de la marque N° 148757. Raison modifiée. Le délai de protection résultant du renouvellement court depuis le 31 octobre 1973.

Instruments à mesurer le temps et leurs parties détachées. (Cl. int. 14)

PHOTODATE

Ordonnance concernant l'arrêté sur le statut du lait, la loi sur la commercialisation du fromage et l'arrêté sur l'économie laitière 1971

(Du 17 décembre 1973)

Le Conseil fédéral suisse,

vu les articles 10, 11 et 32 de l'arrêté de l'Assemblée fédérale du 29 septembre 1953 sur le statut du lait;

vu les articles 2, 3, 4, 14 et 27 de l'arrêté fédéral du 25 juin 1971 sur l'économie laitière 1971;

vu les articles 3, 4 et 19 de la loi du 27 juin 1969 sur la commercialisation du fromage,

arrête:

1. Prix de base du lait

Article premier

Le prix de base du lait demeure fixé à 67 centimes par kilo du 1^{er} janvier au 30 avril 1974. Il est majoré d'un centime et porté à 68 centimes par kilo à partir du 1^{er} mai 1974.

2. Quantité de base, contribution initiale, montant à assurer, taxe en faveur de la publicité

Art. 2. Quantité de base

La quantité de base de la production de lait commercialisée, au sens de l'article 2, 1^{er} alinéa, de l'arrêté sur l'économie laitière 1971, est fixée à 26,5 millions de quintaux pour chacune des périodes de compte 1973/74 et 1974/75.

Art. 3. Contribution initiale

La contribution initiale de la Confédération, prévue à l'article 3, 1^{er} alinéa, de l'arrêté sur l'économie laitière 1971, est fixée à 150 millions de francs pour chacune des périodes de compte 1973/74 et 1974/75.

Art. 4. Montant à assurer

La taxe conditionnelle perçue en vertu de l'article 4 de l'arrêté sur l'économie laitière 1971 s'élève, jusqu'à nouvel ordre, à 2,4 centimes par kilo de lait soumis à ladite taxe.

Art. 5. Taxe en faveur de la publicité

1 La taxe en faveur de la publicité imposée aux producteurs non affiliés à l'Union centrale des producteurs suisses de lait (Union centrale) correspond à la contribution que doivent verser les producteurs affiliés.

2 Les produits de la taxe inférieurs à 5 francs par période de compte ne seront pas perçus.

Art. 6. Perception des taxes

Les dispositions de l'ordonnance sur l'économie laitière du 27 octobre 1971 régissent la perception de la taxe conditionnelle et de la taxe en faveur de la publicité.

3. Report des majorations du prix de base du lait et contributions destinées à abaisser les prix

Art. 7. Principe

1 La majoration du prix de base du lait au 1^{er} mai 1974 peut être reportée sur le prix de vente du lait de consommation, des spécialités à base de lait frais et des conserves de lait.

2 Dans la mesure où la situation du marché le permet, la majoration du prix de base du lait doit être reportée sur les prix de vente des autres produits laitiers aussi.

Art. 8. Fromage

1 En ce qui concerne le fromage de toutes les sortes, les majorations du prix de base du lait qui n'ont pas été reportées jusqu'à présent sur les prix de vente, à savoir 5 centimes en tout, ainsi que la majoration d'un centime au 1^{er} mai 1974, soit 6 centimes au total, sont compensées jusqu'à nouvel ordre par une contribution destinée à abaisser les prix.

2 Un montant supplémentaire de 2 centimes par kilo de lait transformé en fromage est versé à titre de contribution destinée à abaisser les prix pour le fromage à pâte molle ou à pâte demi-dure, ainsi que pour les fromages spéciaux.

3 Pour le fromage des sortes dites de l'union, le montant de la contribution est déterminé conformément à l'article 3, 2^e alinéa, de la loi sur la commercialisation du fromage.

4 La Division de l'agriculture (ci-après la division) peut, en accord avec l'Administration des finances, accorder en outre une allocation de 2 francs au plus par kilo de fromage, ou exceptionnellement de 3 francs, en cas d'exportation de fromage autre que celui des sortes de l'union.

5 L'Union centrale arrête les dispositions d'exécution nécessaires. Ces dispositions sont soumises à l'approbation de la division.

6 En accord avec l'Administration des finances et dans les limites des crédits ouverts par le Conseil fédéral, la division peut, dans la mesure où la nécessité en est établie, encourager la commercialisation des fromages de sortes autres que celles de l'union (Tilsit, Appenzel, autres fromages à pâte molle ou demi-dure, fromages spéciaux) en versant des contributions complémentaires afin d'abaisser les prix de revient ou des contributions échelonnées destinées à réduire directement les prix de vente; ces contributions peuvent être cumulées.

7 L'exécution du 6^e alinéa est réglée par les instructions que donne la division aux organismes de commercialisation compétents ou par les directives de l'Union centrale si de tels organismes existent pas.

8 A l'effet d'abaisser le prix des fromages des sortes autres que celles de l'union qui sont livrés à la fonte, la division peut accorder des contributions, en accord avec l'Administration des finances. Les contributions sont échelonnées selon la situation du marché et la qualité de la marchandise.

9 La division règle l'exécution du 8^e alinéa.

Art. 9. Beurre

En ce qui concerne le beurre, la majoration du prix de base du lait d'un centime, au 1^{er} mai 1974, est compensée jusqu'à nouvel ordre par une contribution destinée à abaisser les prix. Pour le reste, les contributions sont déterminées conformément à l'arrêté du Conseil fédéral du 24 avril 1972 réglant le versement d'allocations pour réduire le prix du beurre et fixant les prix commerciaux du beurre.

Art. 10. Conserves de lait et produits laitiers frais

1 Une allocation de 27 centimes par kilo de lait mis en œuvre est versée en cas d'exportation de conserves de lait. Les primes de compensation versées sur le lait desséché indigène en vertu de l'arrêté du Conseil fédéral du 29 janvier 1969 sont réservées.

2 Si la nécessité en est établie, la division est habilitée à verser, en accord avec l'Administration des finances, une allocation sur les produits laitiers frais à base de lait entier qui sont exportés; cette allocation est au plus égale à celle que prévoit le 1^{er} alinéa.

3 La division arrête les dispositions d'exécution.

4. Livraison obligatoire du fromage des sortes de l'union et prix de prise en charge du fromage

Art. 11. Livraison obligatoire du fromage des sortes de l'union

Le fromage des sortes suivantes doit être livré à l'organisme commun (actuellement Union suisse du commerce de fromages SA) qui est tenu de le prendre en charge:

- emmental,
- gruyère,
- sbrinz à râper,
- spalen pour le couteau et fromage de montagne,
- fromage trois quart gras en meule.

Art. 12. Prix de prise en charge

1 Les prix de prise en charge de la marchandise de premier choix sont fixés aux montants suivants, par 100 kilos:

Cat.	Sorte	Du 1 ^{er} janvier au 30 avril 1974	A partir du 1 ^{er} mai 1974
		Fr.	Fr.
1	Emmental Teneur moyenne en matière grasse dans la matière sèche, au moins 47% Poids moyen par pièce et par pesée, au moins 70 kilos, pas de pièces de moins de 65 kilos	780.—	793.—
2	Emmental Teneur moyenne en matière grasse dans la matière sèche, au moins 47% Poids moyen par pièce et par pesée, au moins 60 kilos, pas de pièces de moins de 50 kilos	777.—	790.—
3	Gruyère Teneur moyenne en matière grasse dans la matière sèche, au moins 48%	777.—	790.—
4	Sbrinz à râper Teneur moyenne en matière grasse dans la matière sèche, au moins 47%	808.—	821.—
5	Fromage en meule ¾ gras, teneur moyenne en matière grasse dans la matière sèche, au moins 38%	715.—	728.—
6	Tilsit Tout gras, teneur moyenne en matière grasse dans la matière sèche, au moins 47%	718.—	730.—
7	Tilsit Trois quart gras, teneur moyenne en matière grasse dans la matière sèche, au moins 35%	676.—	688.—
8	Appenzel Tout gras	723.—	734.—

2 Les prix de prise en charge selon le 1^{er} alinéa sont ceux que doivent payer l'organisme commun (actuellement Union suisse du commerce de fromage SA), ainsi que la Centrale suisse du commerce de tilsit ou l'Office commercial pour le fromage d'Appenzel, aux fabricants pour la marchandise de leur production qu'ils prennent en charge. Les réglementations concernant les déductions (art. 13) et le paiement de primes de qualité (art. 14) sont réservées.

Art. 13. Déductions

1 Les prix de prise en charge du fromage des sortes mentionnées à l'article 12 doivent être réduits de 5 à 20 francs par 100 kilos si la teneur en eau dépasse une certaine limite.

2 Les prix de prise en charge doivent en outre être réduits de 5 à 10 francs par 100 kilos si la teneur en matière grasse du fromage n'atteint pas une certaine limite, mais est néanmoins égale ou supérieure à leur teneur minimum que prescrit l'ordonnance sur les denrées alimentaires.

3 Les prix de prise en charge selon l'article 12 sont réduits de 65 à 85 francs pour le fromage des catégories 1 à 5 et de 50 francs pour celui des catégories 6 à 8, s'il est classé en second choix.

4 A titre d'égalisation judiciaire des avantages et des charges, une retenue de 12 francs par 100 kilos de fromage est faite, au bénéfice de l'Union centrale ou de l'Union suisse des acheteurs de lait, sur les prix de prise en charge selon l'article 12, si les coopératives ou les producteurs isolés ne sont pas affiliés à une section de l'Union centrale ou si les acheteurs de lait ne sont pas membres de l'Union suisse des acheteurs de lait.

5 La division règle les détails après avoir entendu les milieux intéressés.

Art. 14. Primes de qualité

1 Des primes de qualité sont payées en sus des prix de prise en charge selon l'article 12 aux fabricants de fromage des sortes de l'union, de tilsit et d'Appenzel, ainsi qu'à leurs fournisseurs de lait.

2 Les primes de qualité s'élèvent aux montants suivants, selon les catégories:

Cat.	Sorte	Fabricants Fr.	Fournisseurs de lait Fr.
1	Emmental; pas de meules de moins de 65 kilos		
	17 points	6.—	3.—
	20 points	27.—	12.50
2	Emmental; pas de meule de moins de 50 kilos		
	17 points	1.50	1.—
	20 points	12.—	8.—
3	Gruyère		
	18 points	4.—	3.—
	20 points	16.—	11.—
3a	Spalen pour le couteau et fromage de montagne		
	18 points	1.50	1.—
	20 points	12.—	8.—
4	Sbrinz		
	18 points	4.—	3.—
	20 points	16.—	11.—
6	Tilsit		
	18½ points	8.—	5.—
	20 points	16.—	11.—
8	Appenzel		
	18½ points	8.—	5.—
	20 points	16.—	11.—

3 La division règle l'échelonnement entre le taux minimum et le taux maximum.

Art. 15. Valeur du petit-lait

La valeur du petit-lait est fixée à 2 francs par quintal de lait entier transformé en fromage.

5. Prix de prise en charge de la crème de beurrerie et du beurre; valeur du lait écrémé

Art. 16. Crème de beurrerie et beurre

1 Les prix de prise en charge du beurre s'élèvent aux montants suivants, pour une marchandise de qualité irréprochable et franco station de départ:

	Du 1 ^{er} janvier au 30 avril 1974	A partir du 1 ^{er} mai 1974
	Fr./kg	Fr./kg
a) Beurre spécial de table fabriqué dans une beurrerie autorisée par l'Union centrale, à partir de crème collectée et pasteurisée	12.95	13.19
b) Beurre de lait centrifugé fabriqué dans les centres de transformation		
- pasteurisé	12.80	13.04
- non pasteurisé	12.60	12.84
c) Beurre de petit-lait centrifugé (beurre de fromagerie, fabriqué à partir de crème de petit-lait, de crème de baquet ou de crème de lait centrifugé)		
- pasteurisé	11.05	11.05
- non pasteurisé	10.55	10.55

2 L'Union centrale arrête les instructions concernant les déductions pour cause de qualité insuffisante. Ces instructions sont soumises à l'approbation de la division.

Art. 17. Lait écrémé et remboursement

1 La valeur du lait écrémé est fixée à fr. 16.50 par quintal de lait entier centrifugé.

2 Un montant de 10 francs par quintal de lait entier centrifugé est remboursé en cas d'utilisation du lait écrémé à l'état frais pour l'affouragement. Les instructions de la division relatives au remboursement en cas d'utilisation de lait écrémé à des fins spéciales sont réservées.

3 L'Union centrale arrête les dispositions d'exécution nécessaires. Ces dispositions sont soumises à l'approbation de la division.

6. Exécution

Art. 18

La division est chargée de l'exécution, à moins que la présente ordonnance n'en dispose autrement.

7. Dispositions finales

Art. 19. Abrogation du droit antérieur

1 La présente ordonnance remplace l'arrêté du Conseil fédéral du 20 décembre 1972 concernant l'arrêté sur l'économie laitière 1971, ainsi que les arrêtés non publiés du Conseil fédéral relatifs aux mesures prises dans le secteur laitier, qui sont repris dans la présente ordonnance.

2 Les dispositions antérieures restent applicables à tous les faits qui se sont produits durant leur validité.

Art. 20. Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 1974.

Berne, le 17 décembre 1973

Au nom du Conseil fédéral suisse:
Le président de la Confédération,
Bonvin
Le chancelier de la Confédération,
Huber

Postüberweisungsdienst mit dem Ausland Service international des virements postaux

Unverbindliche Umrechnungskurse ab 11. Januar 1974

Cours de conversion sans engagement, dès le 11 janvier 1974

Algérie/Algérie	100 Dinars	= Fr. 75.25
Belgien/Luxemburg		
Belgique/Luxembourg	100 Fr. belg.	= Fr. 7.98
Dänemark/Danemark	100 Kronen	= Fr. 51.35
Deutschland/Allemagne	100 DM	= Fr. 122.05
Frankreich/France	100 FF	= Fr. 60.85
Grossbritannien und Nordirland/ Grande-Bretagne et Irlande du Nord	1 £ Sterl.	= Fr. 7.66
Italien/Italie	100 Lire	= Fr. —.5410
Japan/Japon	100 Yen	= Fr. 1.15½
Marokko/Maroc	100 DH	= Fr. 77.95
Niederlande/Pays-Bas	100 Florins	= Fr. 116.05
Norwegen/Norvège	100 Kronen	= Fr. 57.35
Oesterreich/Autriche	100 Schilling	= Fr. 16.60
Schweden/Suède	100 Kronen	= Fr. 71.40

Verzeichnis der Sonderhefte zur «Volkswirtschaft»

Verlag: Schweizerisches Handelsamtsblatt, Effingerstr. 3, 3011 Bern

Versand einzelner Hefte gegen vorherige Einzahlung des Betrages auf unser Postcheckkonto 30-520 oder gegen Nachnahme.

Nrn.	Fr.
7	Die Kleinhandelspanne im schweizerischen Kohlenhandel (1930) 3.35
9	Das Wirtschaftsjahr 1929 (1930) 2.35
10	Ueber die Preisbildung des Kaffees in der Schweiz (1931) 3.35
11	Produktionskosten und Preisbildung des Weins in der Schweiz (1931) 3.35
15	Der schweizerische Tapetenhandel (1933) 1.80
22	Konsumgenossenschaftlicher Lebensmittelhandel (1935) 3.35
24	Beitrag zur Inerententariffrage (1936) 1.80
25	Ueber die Verhältnisse in der schweizerischen Teigwarenindustrie (1937) 2.35
28	Verband schweizerischer Konsumvereine. Als Schluss: Rückblick, Vergleiche und allgemeine Betrachtungen (1937) 3.35
30	Materialiensammlung zur Bau- und Wohnungskostenfrage in der Schweiz (1938) 3.90
31	Herstellung von Lebens- und Genussmitteln ohne Upproduktion, Bekleidungs- und Konfektion (einschliesslich Handel); Leder, Kautschuk, Bodenbeläge, (1938) 2.85
32	Ueber die Lage des schweizerischen Coiffeurgewerbes (1938), mit Ergänzung 5.—
34	Gutachten über die Auswirkungen der EPA-Einheitspreis AG in Vevey auf den übrigen Detailhandel (1938) 2.30
35	Eisen- und übrige Nichtedelmetallbranchen (1939) 2.85
38	Ueber die Lage in der schweizerischen Herrenschneiderei (Massschneiderei und Konfektion) (1940) 4.40
41	Die schweizerische Nahrungsfettwirtschaft (1941) 6.60
42	Haushaltsrechnungen von Familien unselbständig Erwerbender 1936/37 und 1937/38 (1942) 6.70
44	Beitrag zur Frage des existenzminimalen Bedarfs (1943) 2.85
46	Ueber die wirtschaftliche Lage der chemischen Kleiderreinigungsanstalten und Färbereien (1944) 2.85
48	Der Schuhhandel in der Schweiz (1946) 10.20
51	Industrielle Arbeit bei grosser Hitze mit 4 Beilagen (1947) 5.75
52	Ueber die Preisbildung im schweizerischen Naturbausteinergewerbe (1947) 6.—
53	Die Textilbranchen (Handel und Industrie) (1949) 5.25

55	Zur Frage steuerlich begünstigter Arbeitsbeschaffungsreserven (1951) 4.75
57	Die Konkurrenzverhältnisse im Baugewerbe (1953) 6.80
59	Die wirtschaftliche Seite des Zugabewesens (1955), 2. Auflage 4.75
60	Hilfe an die Bergbevölkerung durch Ansiedlung von Industriebetrieben (1955) 6.30
61	Lohnsätze und Arbeitszeiten in Gesamtarbeitsverträgen 1952-1955 (1956) 9.70
62	Massnahmen des Bundes zugunsten der Bergbevölkerung (1956) 6.30
63	Die Förderung des sozialen Wohnungsbaues (1956) 5.—
64	Die Beziehungen zwischen Bund und Wirtschaftsverbänden (1957) 4.75
65	Lohnsätze und Arbeitszeiten in Gesamtarbeitsverträgen 1949, 1955-1957 (1958) 9.70
66	Die wirtschaftliche und soziale Lage der schweizerischen Bergbevölkerung (1959) 10.85
67	Die Mietpreiskontrolle und ihr künftiger Abbau (1959) 3.85
68	Lohnsätze und Arbeitszeiten in Gesamtarbeitsverträgen 1949, 1957-1959 (1960) 11.35
70	Lohnsätze und Arbeitszeiten in Gesamtarbeitsverträgen 1959-1961 (1962) 12.35
71	Ferien und Feiertage in den Gesamtarbeitsverträgen, Oktober 1962 (1963) 4.—
72	Wohnungsmarkt und Wohnungspolitik (1963) 6.—
73	Lohnsätze und Arbeitszeiten in Gesamtarbeitsverträgen 1961-1963 (1964) 13.—
75	Der schweizerische Index der industriellen Produktion (1965) 3.50
79	Der Landesindex der Konsumentenpreise auf der Basis 1966 (1969) 5.—
80	Lohnsätze und Arbeitszeiten in Gesamtarbeitsverträgen 1967-1969 (1970) 23.50
81	Die Werbung mit unentgeltlichen Zuwendungen an die Konsumenten (1971) 6.50
82	Ferien und Feiertage in den Gesamtarbeitsverträgen (1971) 6.—
83	Ziele, Mittel und Träger der Konjunkturpolitik (1972) 8.—
84	Lohnsätze und Arbeitszeiten in Gesamtarbeitsverträgen 1969-1971 (1972) 25.—
85	Handbuch der schweizerischen Sozialstatistik 1932-1971 (1973) 40.—
—	Ergebnisse der schweizerischen Sozialstatistik abgeschlossen auf Ende 1931 (1932) 8.—
—	Kartell und Wettbewerb in der Schweiz (1957) 20.—
—	Darstellung und Würdigung der privat- und öffentlich-rechtlichen Konkurrenzregelung in der schweizerischen Uhrenindustrie (1959) 11.35
—	Verzeichnis schweizerischer Berufs- und Wirtschaftsverbände (12. Ausgabe 1968) 7.—
—	Die Erhebung des Bedienungsgeldes in den Gaststätten (1971) 5.50

Mitteilung der Eidg. Oberzolldirektion

(Vierte Publikation)

Der Warenverkehr in der Europäischen Freihandelszone (EWG, EFTA)

Neuerungen ab 1. Januar 1974

Ende Dezember 1973 erscheint der erste Nachtrag zum Dokument 31 «Der Warenverkehr in der Europäischen Freihandelszone». Der Nachtrag enthält Angaben über wesentliche, ab 1. Januar 1974 geltende Neuerungen sowie die Bestimmungen über die Einführung des neuen Formulars EUR. 1.

Interessenten, die diesen Nachtrag und spätere Nachträge im Abonnement zu erhalten wünschen, werden gebeten, ihre Bestellung schriftlich unter Angabe der Anzahl Exemplare und der gewünschten Sprache (deutsch, französisch oder italienisch) an die Eidgenössische Oulzolldirektion, Materialverwaltung, 3003 Bern, zu richten.

Eidgenössische Oberzolldirektion

Communiqué de la Direction générale des douanes

(4^e publication)

Le trafic des marchandises dans la zone européenne de libre-échange (CEE, AELE)

Innovations au 1^{er} janvier 1974

A la fin décembre 1973 paraîtra le premier bulletin ad D. 31 «Le trafic des marchandises dans la zone européenne de libre-échange». Ce bulletin contient des informations relatives à d'importantes innovations qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1974 ainsi que sur l'introduction du nouveau formulaire EUR. 1.

Les intéressés qui désirent recevoir ce bulletin et les bulletins ultérieurs (par voie d'abonnement) sont invités à passer leur commande par écrit (indiquer nombre d'exemplaire et langue - allemand, français ou italien -), le plus tôt possible, à la Direction générale des douanes, Intendance du matériel, 3003 Berne.

La Direction générale des douanes

Redaktion: Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartementes, Bern
Rédaction: Division du commerce du Département fédéral de l'économie publique, Berne

Zuckerfabrik Frauenfeld AG

Einladung zur 14. ordentlichen Generalversammlung

Freitag, den 25. Januar 1974, um 11.30 Uhr, im Thurgauerhof, Weinfelden.

Traktanden:

1. Protokoll der 13. Generalversammlung vom 26. Januar 1973.
2. Abnahme des Geschäftsberichtes.
3. Abnahme der Jahresrechnung und Bericht der Kontrollstelle.
4. Décharge-Erteilung an den Verwaltungsrat.
5. Wahl der Kontrollstelle.
6. Verschiedenes.

Die Namenaktionäre erhalten die Zutrittskarte und den Geschäftsbericht direkt durch die Zuckerfabrik Frauenfeld AG zugestellt.

Jeder Namenaktionär kann sich an der Generalversammlung nur durch einen anderen Namenaktionär, der sich durch schriftliche Vollmacht ausweist, vertreten lassen. Die Vollmachten müssen auf der Rückseite rechtsgültig unterzeichnet sein. Das Stimmrecht des Bevollmächtigten richtet sich nach der Gesamtzahl der von ihm vertretenen fremden und eigenen Aktien.

Die Inhaberaktionäre müssen die Zutrittskarte bis spätestens 2 Tage vor der Generalversammlung bei den Kantonalbanken beziehen gegen Vorweisung beziehungsweise Einsendungen der Aktientitel. Der Zutritt zur Generalversammlung ist nur noch möglich gegen Vorweisung der Eintrittskarte. Die Vorlage der Aktientitel genügt nicht (Art. 10 der Statuten).

Bei der gleichen Stelle kann auch der Geschäftsbericht bezogen oder eingesehen werden.

Frauenfeld, den 21. Dezember 1973

Zuckerfabrik Frauenfeld AG
Der Verwaltungsrat

Alpha Bank SA, Lucerne

Convocation des actionnaires

Messieurs les actionnaires sont convoqués en

assemblée générale extraordinaire

pour le vendredi 25 janvier 1974, à 10 h., dans les bureaux de la Société fiduciaire et de Gérance SA, 1, rue de la Cité à Genève.

L'ordre du jour sera le suivant:

1. Dissolution et entrée en liquidation de la société, conformément à la décision de la Commission fédérale des banques du 27 juin 1973, confirmée par jugement du Tribunal fédéral du 14 décembre 1973.
2. Divers.

Les cartes d'admission, pour les détenteurs d'actions au porteur, devront être demandées au plus tard le 21 janvier 1974, à la Société fiduciaire et de Gérance SA, 1, rue de la Cité, 1204 Genève, qui les délivrera contre dépôt des actions ou contre remise d'un avis de blocage d'un établissement bancaire.

Les détenteurs d'actions nominatives ne pourront exercer leur droit de vote qu'à la condition qu'ils soient inscrits sur le registre des actions le 16 janvier 1974. A partir de cette date et jusqu'au 25 janvier 1974 y compris, il ne sera pas fait de nouvelles inscriptions sur le registre des actions.

Le 8 janvier 1974

Le liquidateur

**Additions-
rollen**

ab 500 sehr günstig.
Alcedor Ets.
9494 Schaan

**Waren-
umsatz-
steuer —
Broschüre**

Neue Ausgabe,
enthaltend die ab
1. Januar 1974
geltenden Erlasse.

Die Broschüre
kann gegen Vor-
einzahlung von
Fr. 4.— auf unser
Postcheckkonto
30-520 bezogen
werden.

Schweizerisches
Handelsamtsblatt,
3011 Bern

**CHEF
unserer Debitoren-Buchhaltung
werden**

diese Chance können wir Ihnen bieten, wenn Sie kaufmännisch ausgebildet sind und auf dem Gebiet Debitoren/Kreditwesen/Rechtskassio einige Jahre praktische Erfahrung haben. Zudem erwarten wir einen gepflegten Korrespondenzstil und die Beherrschung der französischen Sprache in Wort und Schrift.

Dieser Posten ist anspruchsvoll. Dementsprechend sind auch unsere Leistungen. Bitte schreiben oder telefonieren Sie uns. Unser Herr Brunner gibt Ihnen gerne weitere Auskünfte. Wer wagt, gewinnt!



RINGIER & CO AG
Personaldepartement
4800 Zofingen

SHAB-Bände

Jahrgänge 1950-1973.
Anfragen bitte an
Eidg. Handelsregister
3003 Bern oder
Telefon 61 60 87



KURHAUS + med. KLINIK
ob Luzern, 600 m ü. M.
Für Ruhe und Erholung, Behand-
lung innerer Krankheiten. Diätikuren,
physikalische Therapie, syndikar-
diäre Massage.
Chefarzt Dr. F. Arnold-Lienhardt,
Spezialarzt für innere Krankheiten
FMH. Prospekte durch die Direktion
W. Bossi, Tel. (041) 31 32 32

**Der SHAB-Leserkreis ist kaufkräftig
Nutzen Sie diese Kaufkraft - Inserieren Sie!**